

# ÉVIAN 2024 CONGRÈS



## RAPPORT D'ACTIVITÉ 2021 - 2024

Ils nous ont quittés au cours de cette mandature,

## NOUS NE LES OUBLIONS PAS ...

*IPCSR et DPCSR qui ont milité au SNICA*

Odette MAURY-EICH  
Corinne DELOMPRÉ  
Jean-René BESCOND  
Nicole CHASTEL-COMBES  
Alain DEFLINE

*Adhérents, sympathisants et collègues*

Sylvie BORDAS  
Nathalie TORRES  
Gilles HAROUÉ  
Alain LEMOINE  
Maryse TOUSSAINT  
Fabien LASSELIN  
Virginie PERARD  
Pierre-Jean CABANNES  
Jean-Luc ZILIOOTTO  
Nadine BERNISSON



# SOMMAIRE

<b>INTRODUCTION.....</b>	<b>p. 4</b>
<b>REMERCIEMENTS.....</b>	<b>p. 5</b>
<b>VOTRE SYNDICAT MAJORITAIRE .....</b>	<b>p. 9</b>
<b>MISSIONS : LE PRIVÉ EN EMBUSCADE.....</b>	<b>p. 12</b>
- Loi de 2015 et examens du PC	p.12
- L'externalisation du plateau des TP	p.13
- 2021 - Des discussions stériles aux bras de fer	p.14
- Effectifs, recrutement et PLF 2025	p.15
- Le « permis belge » (ALCOVA)	p.16
- La menace Ferracci	p.19
- Le privé fraude, les IPCSR sont stigmatisés !	p.21
<b>CARRIÈRES ET STATUTS .....</b>	<b>p. 23</b>
- Assurance qualité - Audits quinquennaux	p.23
- Formations initiales et continues	p.26
- CAP : le SNICA-FO présent à vos côtés	p.27
- Entretien professionnel	p.28
- Carrière et missions des DPCSR	p.29
- Les dangers intrinsèques à RDV-Permis	p.30
<b>SANTÉ AU TRAVAIL - CONDITIONS DE TRAVAIL.....</b>	<b>p. 31</b>
- Protection contre les agressions	p.32
- Santé au travail : le SNICA-FO agit !	p.34
- Le GT Tâches Additionnelles	p.35
- Charge et le temps de travail des DPCSR	p.36
- Le respect de nos textes dérogatoires	p.37
- Le renouvellement des tablettes	p.38
- Unité moto : 2' qui font toute la différence	p.38
- DROM – sécurité en examen et âge des véhicules	p.39
<b>RÉMUNÉRATION ET POUVOIR D'ACHAT.....</b>	<b>p. 40</b>
- Les régimes indemnitaires	p.40
- Les frais de déplacement	p.41
- La revalorisation des indemnités km	p.42
- SGCD et remboursement des frais	p.42
- Exas supp. programmés tous payés	p.43
- Une prime pour tous !	p.44
- La prime de fidélisation territoriale (93)	p.44
<b>CONCLUSION .....</b>	<b>P. 45</b>

# INTRODUCTION

## RESPECT ET LOYAUTÉ À L'ÉGARD DE NOS MANDANTS

Au SNICA-FO, nous rédigeons un rapport d'activité et un rapport de trésorerie à l'issue de chaque mandature, afin de rendre compte à nos adhérents du travail effectué.

Ces rapports seront soumis, lors du Congrès qui se tiendra du 18 au 22 novembre 2024 à Évian, au vote des Délégués Syndicaux (DS) que vous avez élus pour vous représenter.

Le SNICA-FO est le seul syndicat de la filière à remettre en jeu ses mandats, à rendre compte de son action, et à rédiger une feuille de route !



### À quoi sert un Congrès ?

Le Congrès est un temps fort de la démocratie syndicale car à cette occasion :

- **Tous les mandats sont remis en jeu** : nos adhérents ont été appelés à élire leurs Délégués Syndicaux (DS) en septembre. Ces élus procéderont à l'élection du Secrétaire général et à celle du Bureau National (BN), pendant le Congrès.
- **Le secrétariat général sortant fait le bilan de la mandature écoulée** et soumet les rapports d'activité et de trésorerie, qui seront publiés, au vote des congressistes.
- **La résolution générale**, qui constitue la feuille de route pour la mandature qui s'ouvre, est dégrossie en amont avec nos adhérents (RIS de sept. 2024) puis préparée et votée par les DS. Elle sera publiée pour être portée à la connaissance de tous.

Les discussions en RIS et sur le terrain permettent à nos DS de porter les revendications de nos adhérents, au Congrès, et lors des nombreuses instances qui jalonnent chaque mandature :

Nous réunissons le Bureau National une fois par mois, la Commission Exécutive (CE), deux fois par an et notre Congrès statutaire tous les trois à quatre ans.

De plus, nous convoquons ces instances en sessions extraordinaires, chaque fois que c'est nécessaire. Elles donnent souvent lieu à des motions qui complètent la résolution votée en Congrès (exemples : l'Alcova, le projet Ferracci, et, tout récemment, les audits quinquennaux).

Nos DS sont par ailleurs réunis en Congrès au plan régional deux fois par mois. Les travaux menés dans ce cadre les conduisent notamment à vous rencontrer sur le terrain, en dehors de leur activité pro, pour écouter vos doléances locales et informer le Bureau national.

Nous organisons aussi 4 RIS par an, et des AG lorsque l'actualité le nécessite. Elles permettent à ceux qui veulent être acteurs de leur avenir, même sans avoir de mandat, d'adhérer et d'échanger de façon régulière avec nos DS pour faire valoir leurs points de vue.

Enfin, lorsque cela s'impose, et bien qu'il soit partisan du syndicalisme par délégation, le SNICA-FO consulte directement ses mandants, en RIS et par « *web-questionnaires* ».



## OBJECTIFS ATTEINTS

Élue au mandat de Secrétaire générale pour la troisième fois en janvier 2021, j'avais pour ambition, outre bien sûr le travail quotidien pour défendre les intérêts collectifs et individuels :

- l'augmentation de la représentativité du SNICA aux élections pro ;
- l'augmentation de la fréquentation des RIS et du nombre d'adhérents ;
- la constitution d'une équipe opérationnelle pour porter haut les valeurs du SNICA-FO et défendre les intérêts matériels et moraux des IPCSR et DPCSR ;



L'atteinte de ces objectifs me permettra de passer la main à mon successeur et ses adjoints au Congrès d'Évian, en toute sérénité et avec le sentiment du « mandat » accompli.

## REMERCIEMENTS

Comme rien de tout cela n'aurait été possible sans eux, je tiens à remercier très chaleureusement tous les camarades qui ont œuvré à mes côtés, ainsi que tous ceux, délégués régionaux et départementaux, qui se sont démenés sur le terrain.



Au sein du secrétariat général, je pense tout particulièrement à **Dominique Bérécochéa**, qui a été un élément très précieux, grâce à son travail acharné, sa rigueur, ses convictions et sa loyauté. À **Thomas Knecht**, qui m'a beaucoup apporté. À **Philippe Destarkeet**, qui a réussi l'exploit d'être le « meilleur trésorier du monde », tout en tenant ces derniers mois le rôle exigeant de SGA. À **Damien Mascaras**, dont les qualités de militant, le dévouement et la gentillesse ne sont plus à démontrer.

Et je ne peux évidemment pas oublier mes prédécesseurs au mandat de SG, qui, au fil du temps, chacun à leur façon, ont entretenu la flamme et transmis aux générations suivantes une expérience et un savoir-faire très utiles.

Je souhaite notamment citer **Christian Grolier**, aux côtés de qui j'ai fait mes premières armes de militante, ce qui a été aussi enrichissant que stimulant.

**Christian** reste un camarade sur qui nous pouvons nous appuyer. Tout comme nous pouvons tout particulièrement compter sur **Zaïnil Nizaraly**, SG de la FEETS, **Laurent Janvier**, Secrétaire fédéral en charge du secteur Fonction publique, et sur des camarades investis à la FSMI.

## LA CHEVILLE OUVRIÈRE DE LA DÉFENSE DES SALARIÉS

L'immersion au sein d'une organisation syndicale permet de prendre toute la mesure du rôle effectif des syndicats et de leur caractère incontournable. Quoi qu'en disent les esprits chagrins, il n'existe pas d'autres outils ou structures pour se défendre.

Seuls les syndicats peuvent s'opposer au patron, qu'il soit privé ou public. Ils sont la cheville ouvrière de la défense des intérêts matériels et moraux des salariés/agents. Charge à chacun d'examiner avec attention et objectivité la nature des revendications et le travail effectué.

### Sans syndicat engagé et combatif, rien ne serait possible !

C'est pourquoi nous sommes heureux et fiers, que les générations successives de militants du SNICA-FO se soient donné les moyens, même au prix d'un travail énorme, de conquérir de nouveaux droits et de se battre pour sauver les missions et statuts des agents de la filière.

## INDÉPENDANCE ET SOLIDARITÉ

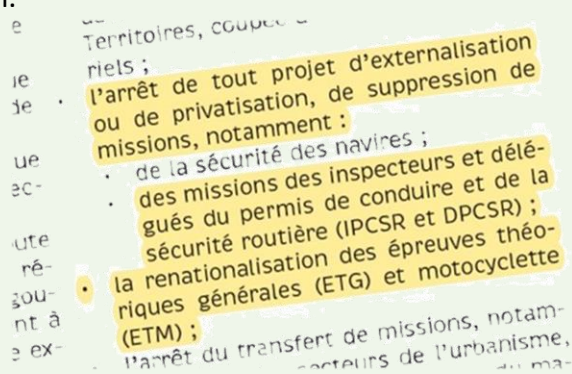


Si nous agissons en toute liberté pour défendre les Inspecteurs et Délégués, nous sommes toujours soutenus par nos fédérations et la confédération. Les membres du secrétariat du SNICA-FO siègent d'ailleurs dans les instances de ces structures. Les rencontres avec les camarades des autres secteurs sont enrichissantes. Elles permettent aussi parfois de déceler des projets cachés par l'Administration, comme nous le verrons plus loin\*.

Le Congrès de FO, 3<sup>ème</sup> syndicat derrière la Cfdt et la Cgt, s'est tenu à Rouen du 30 mai au 03 juin 2022. La SG du SNICA est intervenue devant les 3000 congressistes ([vidéo ici](#)) et son adjoint a fait mentionner le rôle clé du Service public du PC dans la résolution sociale de la Confédération.

Au Congrès de Najac, en 2023, nous avons fait inscrire, dans la résolution de la FEETS, l'arrêt de toute externalisation ou privatisation de nos missions, et la renationalisation de l'examen du code de la route.

### La prise en compte de ces points dans leurs résolutions engage nos structures.



\* C'est à l'occasion du Congrès de la FEETS de septembre 2020, que le SNICA-FO a découvert que la DISR de l'époque, Marie Gautier-Melleray, œuvrait pour nous confisquer les plateaux des titres pro, sans jamais avoir évoqué ce sujet avec les syndicats. [En savoir +](#)

## QUE FAIRE QUAND LE DIALOGUE SOCIAL EST AU POINT MORT ?

Vous nous demandez parfois si d'autres possibilités que la grève existent pour faire avancer les dossiers lorsque les ressources du dialogue social sont épuisées.

Il convient d'abord de rappeler que le « *patron* » n'est pas altruiste par nature et qu'il construit des projets qui servent ses intérêts. Or il apparaît que ces derniers sont souvent opposés à ceux des salariés. Pour rétablir l'équilibre, les syndicats agissent dans le cadre du dialogue social, qui limite le pouvoir absolu de l'employeur.



Mais dans cet exercice, il arrive régulièrement que la rupture survienne, lorsque le « *patron* » (l'Administration pour nous) déroule ses projets et ignore les besoins et attentes des personnels.

Pour restaurer l'équilibre des forces, la grève est **le seul moyen crédible et réglementaire**. Pour rappel, il s'agit d'un droit inscrit dans la Constitution. La hiérarchie ne saurait donc tenir rigueur à un agent de l'exercer. Les policiers, surveillants de prison, magistrats, etc. n'ont pas la chance de disposer du droit de grève.

Dans la fonction publique d'État, des règles particulières sont opposables aux agents. Un syndicat responsable ne saurait entraîner ses mandants dans des voies illusoires ou susceptibles de sanctions.

- ✓ **Le débrayage** : nous sommes rémunérés sur la base du trentième indivisible. Le principe du « *débrayage* », c'est-à-dire la cessation du travail pour une durée inférieure à une journée (une heure par exemple), qui existe notamment dans la territoriale, n'est pas applicable aux IPCSR et DPCSR.
- ✓ **La pétition** : elle n'occasionne pas une gêne suffisante pour faire plier l'Administration. Les revendications portent sur des sujets politiques (privatisation par ex.), voire onéreux (revalorisation des primes, recrutement etc.). Les pétitions permettent de matérialiser une opinion, mais rien de plus.
- ✓ **Cesser de mettre nos véhicules à disposition** : les quelques tentatives sporadiques ont quasiment toujours échoué, pour plusieurs raisons : le consensus de l'équipe doit être absolu, car dans le cas contraire, l'Administration remanie les plannings pour reporter les déplacements sur les agents qui continuent à utiliser leur voiture ; Et il est impossible de refuser de se déplacer dès lors que l'Administration met les moyens à disposition (VH de service sur le centre d'affectation). Une telle organisation (récupérer un VH de service) peut être contraignante en fonction du lieu d'implantation de la résidence familiale.



- ✓ **Le boycott** : Il convient d'avoir à l'esprit deux principes fondateurs du statut (code général de la FP) : l'obligation d'effectuer les tâches confiées, et celle qui en découle, l'obligation d'obéissance hiérarchique. Le « *boycott* » d'une partie des tâches est ainsi passible de sanctions. En outre, la non utilisation des tablettes, par exemple, occasionnerait plus d'inconvénients pour l'IPCSR lui-même que pour l'Administration.



**Quand le dialogue social échoue, la cessation complète du travail est donc la seule solution recevable et valable pour faire aboutir les revendications.** Il est bien évident que s'il existait d'autres moyens pour gagner, sans « *perdre* » de salaire, il y a longtemps que les syndicats les auraient exploités.

Face à une situation de blocage concernant les revendications des personnels, l'alternative est la suivante : se défendre ou courber l'échine toujours plus bas.

**En définitive, plus que l'employeur, qui est finalement « *dans son rôle* », ce qui est préjudiciable aux salariés c'est la résignation.**

Depuis toujours dans l'histoire des salariés, une vérité se dresse : les avancées et le respect accordé par l'employeur sont proportionnels au nombre de grévistes. A contrario, quand les agents acceptent de subir, ils ouvrent à l'Administration une voie royale pour qu'elle continue à laminer les conquêtes et les conditions de travail.



**La réalité du monde du travail est parfois dure, mais il est du devoir de tout syndicat digne de ce nom de la rappeler et de ne pas bercer les personnels de douces illusions.**



## VOTRE SYNDICAT MAJORITAIRE



### 2022, LE SNICA RENFORCE SA REPRÉSENTATIVITÉ

Tous les quatre ans, les agents publics sont appelés à désigner leurs représentants syndicaux.

En plaçant le SNICA-FO largement en tête lors des élections professionnelles de décembre 2022, **vous avez offert à votre syndicat majoritaire une très belle victoire :**

CAP IPCSR	2018	2022
Nombre d'inscrits	1283	1297
Votes exprimés	901	778
Taux de participation	70.22%	59.98%*
Votes blancs	22	17
<b>SNICA-FO</b>	563 voix 64.05% 4 sièges sur 6	<b>535 voix</b> <b>70.30%</b> <b>3 sièges sur 4</b>
Unsa	283 voix 32.19% 2 sièges sur 6	226 voix 29.70 % 1 siège sur 4

\* La non-réception des clés de sécurité, notamment, a entraîné une baisse de participation de 10% par rapport à 2018.



**Le SNICA a progressé de plus de 6 pts et décroché les trois quarts des sièges en CAP.**

Ces résultats témoignent de la reconnaissance du travail opiniâtre fourni par notre organisation. Ils consacrent la démarche sincère et transparente du SNICA-FO pour la défense des intérêts individuels et collectifs des I.DPCSR.

Ils nous encouragent à poursuivre encore et toujours dans cette voie !

**FO est aussi 1<sup>ère</sup> à la CAP des A techniques (DPCSR)** avec 2 sièges sur 4 (la Cfdt et la Cgt se partagent les deux autres).

Le SNICA-FO dispose en outre de sièges dans de nombreuses instances nationales et locales de l'Administration : Formation Spécialisée du CSA du MI (ex-CHSCT), CSER (conseil supérieur de l'éducation routière), CSA locaux (en DDT, DDTM, Préfecture), etc.

## AUTRES SCRUTINS : FO TOUJOURS EN TÊTE !

FO est **1<sup>ère</sup>** à la Fonction publique de l'État avec la FGF-FO ;

**1<sup>ère</sup>** en DDI (DDT(M), DDPP) avec notre fédération, la FEETS-FO ;

**1<sup>ère</sup>** en DRIEAT (IDF), DREAL et DEAL (DROM), toujours avec la FEETS-FO ;

**1<sup>ère</sup>** en Préfecture avec FO-Préfecture ;

**1<sup>ère</sup>** en Administration centrale du MI avec FO-Centrale

Au CSA (comité social d'administration) de notre ministère, la FSMI-FO a bien résisté face à l'union de deux fédérations (Alliance et Unsa), qui, à deux, ont obtenu 49.45% des voix et 8 sièges, quand la **FSMI-FO seule atteint 35.13%, et détient 6 sièges au CSA ministériel**. La CFDT de son côté décroche 1 seul siège avec 8.09% des voix.

**FORCE OUVRIÈRE est incontestablement un syndicat qui pèse !**



## DES FORMATIONS POUR NOS MANDANTS

Le SNICA-FO a créé des modules de formation pour ses mandants. Les sujets abordés devraient, en principe, faire partie des formations initiale et continue. Ces défaillances de l'Administration étant préjudiciables aux agents, le SNICA-FO a décidé de les pallier.

Nous avons ainsi traité l'**Entretien Professionnel** (et le CR de l'EP), la **Rémunération** (grille indiciaire, feuille de paye, primes, etc.), et nos **Textes spécifiques** afin que chacun puisse déceler les écarts éventuels avec les pratiques, et saisir le SNICA-FO pour être rétabli dans ses droits (frais de déplacement, RIN-ARTT, circulaire du 25 mars 2003, etc.).

Un point d'information a également été réalisé, au sujet de **l'utilisation des réseaux sociaux par les agents publics**. Ces derniers s'exposent en effet à des sanctions, qui peuvent aller jusqu'à l'exclusion, s'ils ne respectent pas leur devoir de réserve sur les réseaux sociaux, y compris sous couvert d'un pseudonyme.

Nous vous avons également informés sur **l'insuffisance professionnelle** qui conduit tout droit au licenciement !



La prochaine session portera sur un sujet qui nous a été très demandé ces derniers mois, la **PSC (protection sociale complémentaire)**. Ce sera l'occasion d'évoquer aussi cette belle et précieuse institution, sabotée par les tenants du libéralisme alors qu'elle nous protège tous contre les aléas de la vie, la **Sécurité sociale**.



## NOTRE ADN : DES CONTRIBUTIONS ÉTAYÉES

L'un des marqueurs forts de l'ADN du SNICA-FO, c'est que nous nous inscrivons dans une **contestation dynamique, toujours accompagnée de propositions construites et concrètes**, et non dans une opposition dogmatique stérile.

C'est ainsi que nous produisons régulièrement des contributions étayées et revendicatives. C'est un fonctionnement qui nous a toujours distingués des autres OS de la filière, qui accentue notre crédibilité auprès de nos interlocuteurs, et qui nous permet de tenir une ligne cohérente et de porter des revendications claires.

### Les principales contributions produites durant la mandature qui s'achève sont :

Celle préparée à l'occasion de la proposition de loi (PPL) « *visant à faciliter le passage et l'obtention du permis de conduire* » (**ici**), qui a été présentée à l'Assemblée nationale lors de **notre audition**. Le SNICA-FO, a en outre assisté aux débats qui se sont tenus dans l'hémicycle.



Dans le cadre de cette PPL, une seconde **contribution** a été fournie au sénateur/rapporteur de cette proposition de loi, en réponse à son questionnaire.

Nous avons aussi porté des revendications dans le cadre de la « *mission flash* » voulue par la Première ministre de l'époque, Elisabeth Borne (**contribution ici**). Elles ont globalement été ignorées par une DSR qui préférerait manifestement suivre le projet initial du Gouvernement, avec les résultats que l'on connaît sur la filière AAC : **Le meilleur cursus de formation à la conduite a perdu son attractivité, quand la proposition du SNICA-FO permettait de le renforcer.**

Le SNICA-FO suggérait notamment d'autoriser les jeunes en AAC, qui passaient leur permis à 17,5 ans, à prendre le volant dès qu'ils étaient reçus à l'examen. Il est regrettable que la jeunesse de notre pays n'ait pas pu bénéficier de cette mesure de bon sens.

Enfin, suite au projet du député Ferracci de « *regarder si de nouveaux acteurs, autres que les inspecteurs, pourraient faire passer le permis afin de limiter les délais d'attente, dès lors qu'ils se soumettent à un simple processus de certification* », nous avons préparé une contribution, intitulée « **baissier le coût de l'accès au PC** », dont les positionnements se résument ainsi :

*Les jeunes, en particulier ceux en recherche d'emploi, ont essentiellement besoin d'un accompagnement performant (recherche d'emploi et cursus permis de conduire), d'une prise en charge de leur formation à la conduite (tout ou partie), d'EECSR aux pratiques contrôlées par l'État (IPCSR et DPCSR), et de délais d'obtention du permis de conduire réduits, donc de taux de réussite à l'examen améliorés.*

## MISSIONS : LE PRIVÉ EN EMBUSCADE



### LA LOI POUR LA CROISSANCE, L'ACTIVITÉ ET L'ÉGALITÉ DES CHANCES ÉCONOMIQUES

La réforme de 2014 nous a déjà dépossédés de 17 de nos missions.

Les **mesures prévues par l'article 28 de la loi de 2015** pour la croissance, l'activité et les chances économiques, combattues par le SNICA-FO, pourraient (comme d'autres d'ailleurs mais celles-ci sont déjà inscrites dans la loi) être déployées par l'Administration pour continuer à saboter le Service public du PC :

- ✓ **l'externalisation de toutes les épreuves théoriques** du permis de conduire (la plus grosse partie nous a déjà été confisquée) ;
- ✓ **l'externalisation de toutes les épreuves pratiques du groupe lourd** (la première marche a été franchie avec le HC des TP) ;

Bien que la rédaction exacte soit « *toute épreuve pratique des diplômés et titres professionnels du permis de conduire d'une catégorie de véhicule du groupe lourd* », le SNICA-FO affirme que l'Administration peut s'attaquer aux permis secs, en les traitant comme des titres pro., dans la mesure où ils n'ouvrent droit à conduire que s'ils sont complétés des FIMO et FCO.

**Ce qui apparaît également dans cette loi, c'est la notion de service universel.**

« *L'accès aux épreuves théoriques et pratiques du permis de conduire est un service universel.* »

L'expression peut sembler séduisante, mais elle cache une réalité dangereuse. Cette notion a en effet été introduite par l'Union européenne en vue de l'ouverture à la concurrence des Télécoms, puis de La Poste et de l'Énergie.

Le service universel vise à maintenir l'accessibilité et la qualité des services pendant la transition d'une situation de monopole à celle de marchés ouverts à la concurrence.

L'institution d'un service universel dans le PC a ouvert la possibilité de confier l'ensemble de nos missions à des opérateurs privés. Le SNICA-FO fait donc preuve de la plus grande vigilance, et n'hésitera pas à se dresser contre tout projet dévastateur.







## L'EXTERNALISATION DU PLATEAU DES TITRES PRO

La mandature a débutée au moment où la DSR externalisait les épreuves HC des TP. Rappelons que l'équipe à la tête du SNICA jusqu'à fin 2020 a œuvré pour faire échouer cette mesure. **L'alerte** a été suivie d'actions à différents niveaux de l'État. **En savoir +**

Le 02 février 2021, le SNICA-FO questionnait la DISR. **Il y avait en effet de quoi s'interroger sur le mutisme de notre ministère et sur l'effectivité du dialogue social** puisque le 16 décembre la commission pro. consultative « *mobilité et logistique* » décrivait un scénario peu rassurant.

Au travers d'un « *point d'information* », le ministère du Travail expliquait « *que l'épreuve Hors circulation [serait] prise en charge par des jurys professionnels* ».

La DSR, dont l'un des membres participait à cette réunion, ne pouvait pas ignorer qu'il s'agissait d'une réunion conclusive ! **En savoir +**

Il convient de lier cela avec la question éminemment orientée des inspecteurs de l'IGA (inspection générale de l'administration) qui interrogeaient les IPCSR en ces termes en 2021 : « **voyez-vous une plus-value à intervenir sur les épreuves hors circulation en permis sec ?** ».

Pour le SNICA, le risque est élevé de voir la DSR agir d'une façon similaire pour nous confisquer la circulation des TP\*, ainsi que les permis secs du groupe lourd (cf. bas de page).

Nous veillons donc en permanence pour tenter de déceler toute intention néfaste.

\* En 2022, suite à des rumeurs persistantes, issues de différents canaux, qui faisaient état de travaux destinés à externaliser la circulation des Titres Pro., le SNICA a interrogé la DISR. La Directrice nous répondait un mois plus tard « la DSR ne porte actuellement aucun projet de ce type ». **En savoir +**



**Le 24 juin 2021, l'IGA** était à Chartres pour sabrer le reste des ETG (dites « résiduelles »). La Commission Exécutive du SNICA-FO s'est déplacée dans cette ville pour manifester contre ce projet... dont il n'a plus été question depuis. **En savoir +**

**En mars 2023, l'IGA et l'IGAS** se montraient à nouveau très intéressés par l'externalisation de la phase circulation de ces TP. Nous avons été auditionnés (**lien**), et les choses en sont restées là, du moins pour le moment.



## 2021 - DES DISCUSSIONS STÉRILES AUX BRAS DE FER

### Le GT sur les missions de contrôle voulu par ERPC en 2021 :

À la fin du premier trimestre 2021, la SDERPC nous a fait part de son projet d'un groupe de travail sur les missions de contrôle, dont la finalité devait consister en une revue des contrôles externes et de leur corpus réglementaire, afin d'identifier les dispositions qui seraient à compléter ou à modifier. La démarche était pour le moins surprenante, pour ne pas dire inquiétante, puisque **le statut des IPCSR permet déjà le déploiement de ces contrôles**.

Dans la perspective du renforcement de l'intervention des IPCSR et DPCSR dans ce domaine, nous demandions que soit d'emblée validé le principe de **formations dédiées** et suffisamment étoffées. La DSR n'a jamais donné suite à notre demande. Tout comme nous n'avons jamais été assurés qu'un travail concomitant sur le volet des **sanctions applicables** en cas de manquements relevés serait engagé. Le simple constat de dysfonctionnements ne permettant évidemment jamais d'assainir une situation. **En savoir +**

L'absence de réponses sur ces questions cruciales et l'extinction de ce projet à l'initiative de l'Administration sont venues conforter notre analyse selon laquelle ce « *groupe de travail* » était avant tout **un prétexte pour écorner les conquêtes des agents**. **En savoir +**

\*

Vous le savez, le SNICA-FO fait le maximum pour que l'Administration entende les positions et attentes de ses adhérents. Très vite après le début de la mandature, face aux mensonges et louvoiements de la DSR, nous avons dû déposer un **préavis de grève**.



Le relevé de conclusions du RDV qui s'est tenu avec la DISR dans le cadre de ce préavis n'étant pas du tout satisfaisant (**analyse ici**), nous avons écrit au ministre de l'Intérieur pour étirer au maximum le dialogue social, avec un succès relatif comme nous le verrons plus loin. Cette **missive du 18 août** a rencontré un écho favorable auprès du ministre Darmanin, qui a missionné la DSR et la DRH pour nous recevoir.

Si ce RDV, du 23 septembre 2021, a permis d'obtenir le remplacement des tablettes, une (petite) ouverture sur le GT tâches additionnelles et la confirmation d'un GT dédié aux DPCSR (**CR de la réunion**), nos interlocutrices n'ont en revanche **pas su mener une négociation de nature à éviter la grève nationale**, qui a eu lieu le 18 octobre 2021.

À l'issue de cette journée de mobilisation réussie (36.8% des agents programmés au travail étaient en grève), le SNICA-FO déclarait : « *le silence de l'Administration est l'aveu de son mépris : le combat continue et s'amplifie* ».

Le bras de fer s'est donc prolongé jusqu'au **préavis déposé en décembre**, qui couvrait toute la période de la campagne des présidentielles (extrait : mon organisation syndicale dépose un préavis de grève nationale pour les journées des 13 et 27 janvier, 10 et 24 février, 10 et 24 mars, et 07 avril 2022).

L'audience du préavis s'est tenue le 7 janvier 2022. Elle était conduite par l'adjoint du Secrétaire général du MI, le préfet Jacob, qui a donné son accord pour **un GT sur les tâches additionnelles dévolues aux IPCSR** : l'inventaire de ces tâches, la définition du cahier des charges du chronométrage, puis la réalisation de ce dernier par une entreprise indépendante.

Le SGA du MI écartait en revanche, nos autres revendications : l'abrogation des dispositions relatives aux privatisations et au service universel prévues par l'article 28 de la loi du 6 août 2015, l'augmentation du plafond d'emploi permettant le recrutement d'IPCSR et de DPCSR supplémentaires et la revalorisation de nos primes.

Le SNICA-FO s'est donc tourné vers ses mandants (ici la **consultation** ; ici les **résultats**), qui ont voté la levée du préavis sur la base de l'accord obtenu.

Notons que six mois plus tard (juillet 2022), le ministre de l'Intérieur, qui manifestement nous avait tout de même entendus, annonçait le recrutement de 100 IPCSR\*.

Nous en demandions 200, ainsi que 20 DPCSR, car, en plus du supplément de places d'examen, qu'il convient de bien calibrer pour éviter la chute du taux de réussite, les missions de contrôle doivent être renforcées. Et la charge de travail des DPCSR redevenir humainement soutenable.

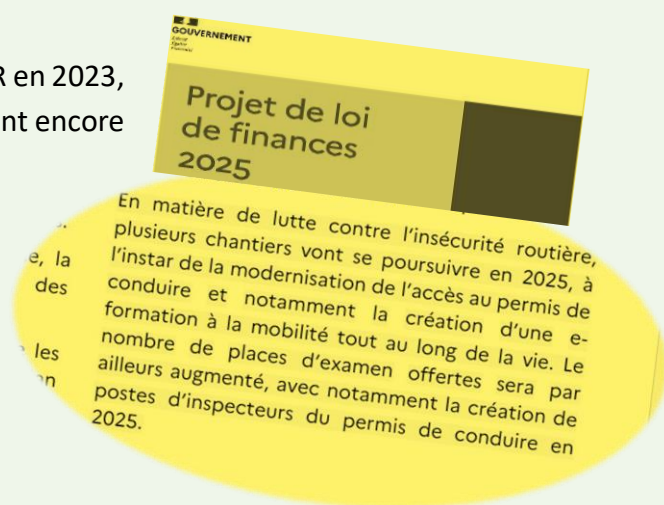
Dans le même temps, le ministre évoquait « *la mise en place d'un permis probatoire sur le modèle du permis belge ...* » (cf. p. suivante).

### \* Recrutement et PLF 2025 :

Le MI a ouvert 15 postes supplémentaires d'IPCSR en 2023, et 38 en 2024. Théoriquement 47 de plus devraient encore venir renforcer l'effectif.

Si le PLF 2025 mentionne bien cette création de postes, sans toutefois en préciser le nombre (cf. capture ci-contre), nous ne pouvons affirmer, à l'heure où nous bouclons ce rapport, que les recrutements initialement prévus pour 2025 et 2026 seront effectifs.

**Affaire à suivre...**





## LE PERMIS BELGE :

### UNE FAUSSE BONNE IDÉE MISE EN ÉCHEC PAR LE SNICA

Ce projet, affublé par l'Administration de l'acronyme « ALCOVA » (Autorisation limitée de conduire un véhicule automobile), ne laissait aucun doute sur les risques pour l'avenir de l'examen B, qui représente plus de 75% de notre activité. Les IPCSR ne s'y sont pas trompés et ont répondu présents lorsque la stratégie déployée par le SNICA a nécessité leur participation active, notamment pour la grève du 03 octobre 2022.

\*

Dès l'annonce du ministre Darmanin en **juillet 2022**, la Commission Exécutive du SNICA-FO s'est fixé pour objectif de faire échouer ce projet à hauts risques. Seul le SNICA a œuvré, pendant des mois et de diverses manières, pour le contrer.

### Les points saillants de notre action (ordre chronologique) :

**12 juillet 2022** : interview du ministre Darmanin parue dans le journal Le Progrès. Extrait : « ... Je propose aussi de lancer une réflexion sur un permis probatoire sur le modèle du permis belge permettant de conduire en semaine, en journée et pas le week-end par exemple, si on a prouvé avoir un niveau de maîtrise de la conduite suffisant. C'est une réflexion qui devra encore être discutée et approfondie avant de décider de son éventuelle mise en œuvre. »

Il s'agissait de **permettre aux enseignants de délivrer une autorisation de conduire, avant que l'élève ne soit passé devant un IPCSR !** Rappelons que la Wallonie a abandonné ce système en 2018, à cause de la délivrance d'autorisations de complaisance. C'est la raison pour laquelle le SNICA-FO mentionnait, dans son **communiqué de presse** du 26 septembre 2022, que la France roulait à contresens.

**26 juillet** : réunion de la CE du SNICA-FO en session extraordinaire et vote à l'unanimité d'une **motion** qui annonçait d'emblée 24h de grève. On ne combat pas une intention annoncée par un ministre grâce à de simples déclarations !

**05 septembre** : dépôt du **préavis de grève** auprès du ministre, avec pour revendications :

Au nom des IPCSR et DPCSR, le SNICA-FO exige :

- L'abandon immédiat de toute réflexion ou projet visant à restreindre encore leur rôle ;
- L'augmentation des plafonds d'emplois et le recrutement de 200 IPCSR et 20 DPCSR ;
- La revalorisation substantielle du régime indemnitaire de tous les IPCSR et DPCSR.

**30 septembre** : le SNICA-FO publie un **tract** titré « *qui veut garder son statut* », pour inciter les hésitants à prendre part au combat.

**02 octobre** : ce communiqué nous permet de capter l'attention de nombreux journalistes. La grève des I.DPCSR est donc très médiatisée. **En savoir +**

**03 octobre** : **50,30%** des IPCSR programmés au travail sont en grève.



**13 octobre : suite à la grève du 03, le SNICA s'adresse à nouveau au ministre de l'Intérieur.**



**Monsieur Gérard DARMANIN**  
**Ministre de l'Intérieur**

Référence : SG/12/22

Objet : Dialogue social

Monsieur le Ministre,

Le 3 octobre dernier, plus de 50% des Inspecteurs du permis de conduire et de la sécurité routière (IPCSR) programmés au travail étaient en grève, à l'appel du SNICA-FO, pour marquer leur opposition à la délivrance d'autorisations de conduire par les établissements d'enseignement (EECSR).

Cette mobilisation trouve également son origine dans les effets de la réforme de 2014, qui gangrènent à présent notre secteur d'activité et discréditent l'ensemble du système éducation et sécurité routière.

Enfin, comme tout conflit, cette grève est aussi la conséquence d'un échec du dialogue social.

Les agents publics seront appelés à voter en décembre prochain pour élire leurs représentants syndicaux. C'est, pour reprendre les mots du ministre de la transformation et de la fonction publiques, « un temps fort de la démocratie sociale », qui doit *in fine* permettre de « faire vivre un dialogue social de qualité ».

C'est ce type de dialogue que le SNICA-FO appelle de ses vœux pour la filière des IPCSR et DPCSR. Pour l'heure, annoncer une mesure commercialement intéressante pour les écoles de conduite, et proposer d'en débattre avec les membres du Conseil supérieur de l'éducation routière (CSER), au sein duquel chaque organisation patronale des EECSR a un poids bien supérieur à celui de l'ensemble des syndicats des inspecteurs et délégués, reviendrait à rendre vos agents inaudibles.

Au SNICA-FO nous pensons que votre intention n'est pas de bâillonner les IPCSR et les DPCSR, ni d'occulter ou d'amoindrir leurs positionnements. C'est pourquoi, nous vous sollicitons pour que soient organisés, en amont de toute décision, des échanges bilatéraux, sincères et constructifs, entre vos services et les organisations syndicales représentatives des IDPCSR.

Si, depuis toujours, le SNICA-FO ancre son action dans une contestation dynamique et critique, il sait aussi être force de propositions. Des travaux qui s'appuient sur les connaissances et l'expertise des IPCSR et DPCSR sont actuellement en cours au SNICA-FO, pour bâtir une contribution étayée et en débattre avec vos services au cours du cycle de réunions que nous revendiquons.

Un accord de votre part démontrerait aux Inspecteurs et Délégués, l'attention et l'intérêt que vous accordez à leur filière, leurs missions, leur avenir.

Dans l'attente de votre réponse, je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma parfaite considération.

**Pascale MASET**  
Secrétaire générale

## ALCOVA, SUITE



**02 novembre 2022** : Le SNICA-FO écrit aux présidents de groupes à l'Assemblée nationale ([lien](#)) afin de les informer du projet du ministre, et de proposer des perspectives plus adaptées et ambitieuses pour les jeunes, l'emploi et la mobilité.

**27 novembre** : le SNICA diffuse sa **profession de foi**, qui présente ses candidats et quelques-unes de ses revendications, dont son combat contre l'Alcova. Ce document et un courrier de la Secrétaire générale aux IPCSR sont envoyés à tous les collègues, afin de porter à leur connaissance la ligne défendue par notre syndicat.

**28 novembre** : nous demandons une audience à la nouvelle DISR, Florence Guillaume, et profitons de ce **courrier** pour rappeler que nous attendons « *du ministère de l'Intérieur la mise en place de réunions préalables à la concertation sur un permis de type « belge », prévue au sein du Conseil Supérieur de l'Éducation Routière (CSER). Nous souhaitons, notamment, connaître les objectifs et le projet de notre employeur pour le Service public du permis de conduire et pour ses agents.* ». Ce RDV n'aura lieu qu'en janvier 2023 (nous y reviendrons *infra*) car, par tradition, les syndicats et l'Administration ne se rencontrent pas pendant la campagne des élections professionnelles.

**1<sup>er</sup> au 08 décembre** : les agents de la Fonction publique sont appelés à élire leurs représentants. La progression significative du SNICA-FO (+ 6 points) a démontré au MI, avec une grande clarté, l'adhésion des IPCSR à nos positionnements.

**09 décembre 2022** : Olivier Ramond, DR Occitanie et membre du Bureau national interpelle le Secrétaire général adjoint du ministère de l'Intérieur ([lire la déclaration](#)).

**24 janvier 2023** : le SNICA-FO rencontre la nouvelle DISR pour la première fois. De nombreux sujets sont abordés, dont bien entendu l'ALCOVA. La Déléguée accepte les réunions préalables au CSER (instance des AE !) que nous revendiquions depuis plusieurs mois.

**27 mars 2023** : la Commission exécutive du SNICA-FO vote à l'unanimité une **motion** intitulée « *la réforme des retraites c'est comme le permis belge, on n'en veut pas !* ».

**Début avril**, nous apprenons que la Première ministre a lancé une « *mission flash* ». L'ALCOVA est mis en standby. Le SNICA-FO prépare une contribution, qu'il présente à la DISR et la SDERPC en juin. La fameuse concertation au CSER est ainsi tombée aux oubliettes, grâce aux multiples actions du SNICA et à la mobilisation des IPCSR du 03 octobre 2022.



### MISSION-FLASH

SIMPLIFIER L'ACCÈS AU PERMIS DE CONDUIRE  
POUR FACILITER L'EMPLOI DES JEUNES

Mission confiée par la 1<sup>ère</sup> ministre à la DISR et au DIJ  
(délégué interministériel à la Jeunesse).

## AUDITION DU SNICA-FO

De cette « mission flash » a découlé un CISR qui s'est tenu le 17 juillet 2023. 38 mesures, qui ne mettent pas nos missions en péril, ont été adoptées (**en savoir +**). Pour le SNICA-FO, le permis à 17 ans reste toutefois une erreur, notamment parce qu'il supprime l'attractivité de l'AAC, comme nous l'avons vu plus haut.



Point d'attention :

Un projet « remis dans les cartons », peut très bien ressortir un jour !

D'ailleurs, le **8 juin 2023**, le député Lionel Vuibert déposait un **amendement** sur la PPL Houlié, qui était présentée à l'Assemblée en deuxième lecture, et dont voici l'introduction : « *Sur le modèle du permis de conduire belge, cet amendement vise à hâter la mise en place en France d'un permis probatoire qui permettrait aux apprentis conducteurs de prendre seuls le volant de leur voiture, sans accompagnateur ni moniteur d'auto-école, avant d'avoir décroché le permis de conduire définitif* ». Cet amendement a été déclaré irrecevable en vertu de l'article 98 du règlement de l'Assemblée, donc pour des raisons de forme uniquement, et a été retiré.

**Il va sans dire qu'au SNICA-FO nous restons extrêmement vigilants.**



## **18 MOIS PLUS TARD : LA MENACE FERRACCI**

Le projet du député Ferracci n'a pas vu le jour non plus. L'actualité politique nous a été favorable, pour l'instant du moins. La dissolution de l'Assemblée nationale, a en effet porté un coup d'arrêt à cette intention. Nous verrons si elle revient sur le tapis, et de quelle façon.

Quoi qu'il en soit nous n'avons pas économisé nos forces pour combattre ce danger.

### **Revue de détails**

# **Les Echos**

**17 janvier** : le journal Les Échos publie un article dans lequel le Député Ferracci déclare : « *Je suis favorable à ce que l'on regarde si de nouveaux acteurs, autres que les inspecteurs, pourraient faire passer le permis afin de limiter les délais d'attente, dès lors qu'ils se soumettent à un simple processus de certification* ».

Le projet de Loi qui devait intégrer cette mesure était annoncé pour Avril 2024 dans cet article.

**18 janvier** : dès le lendemain, le SNICA-FO demande une audience au député Ferracci.

**23 janvier** : le Secrétariat général du SNICA réunit son congrès (tous vos élus) pour mettre en place tout ce qui peut l'être afin de contrer le projet, si possible sans mobilisation.

**02 février** : le SNICA-FO est reçu à l'Assemblée par le Député Ferracci. Ce dernier fait la démonstration de sa méconnaissance des problématiques de notre secteur, mais ne veut rien entendre de nos arguments, ni nous indiquer à qui il compte confier nos missions...

Nous avons pourtant fortement insisté, et avons rappelé à plusieurs reprises la possibilité de recourir aux « *postiers* », puisque les dispositions réglementaires existent déjà. **Son mutisme sur ce point confirmait que ce projet présentait un danger grave et imminent.**



Le SNICA-FO a donc proposé une **contribution**, qu'il a intitulée « *réduire le coût de l'accès au PC* », qui oppose les délais d'obtention du PC aux délais d'attente, qui démontre l'impérieuse nécessité d'améliorer la formation du conducteur et son financement, et qui propose des leviers d'action concrets.



**22 février** : à partir de cette date, les délégués syndicaux du SNICA demandent des audiences à leurs députés. Le Bureau national en fait autant auprès des présidents de groupes à l'Assemblée nationale. Des dizaines de RDV ont lieu. Vos représentants ont ainsi pu alerter ces élus sur ces intentions néfastes.

**02 mars** : nous envoyons notre contribution à Marc Ferracci. Nos arguments sont irréfutables, mais nos propositions ne semblent pas retenir son attention. Sans doute ne cadrent-elles pas avec ses « *ambitions* » de sabrer un Service public de plus !

Ce document a également été communiqué au ministre de l'Intérieur et à son cabinet, à la DISR, et aux présidents de groupes à l'Assemblée nationale.

**03 mars** : nous adressons un **communiqué aux médias**, qui donne lieu à plusieurs interviews.

**Mi-mars**, la CE du SNICA-FO (tous les DR et le BN), réunie à Saint-Malo, vote à l'unanimité une **motion** nationale et l'envoie au ministre de l'Intérieur, à son cabinet, à son Secrétaire général, à la DISR, et à la DRH.

**Deuxième quinzaine de mars** : les IPCSR réunis en RIS votent des motions régionales, que nos DS adressent aux directeurs des DDT(M) et DDPP, aux préfets, aux députés, à la DISR, à la DRH et au ministre de l'Intérieur.



**18 avril** : le SNICA-FO écrit ([courrier ici](#)) au ministre de l'Intérieur, qui reste décideur de la politique conduite par son ministère, pour lui demander une audience.

Cette missive se concluait par « *Les IPCSR et DPCSR craignent que ces problèmes conjoncturels [permis à 17 ans et CPF moto] donnent lieu à des décisions néfastes pour leurs missions et leur avenir professionnel [...]. Aussi, le SNICA-FO est mandaté pour solliciter une audience de votre part, notamment afin de connaître votre position sur la réflexion envisagée par le député Marc Ferracci. Vos réponses constitueront un temps fort des Assemblées Générales (AG) organisées par le SNICA-FO sur tout le territoire en juin prochain... ».*

Monsieur Darmanin a fait la sourde oreille.

**03 mai** : Marc Ferracci réitère ses propos sur sa page Fb : [lien ici](#)

**1<sup>er</sup> juin** : dans une interview au journal Le Point, le député Ferracci indique notamment : « *Nous devons poursuivre notre stratégie de création d'emplois et essayer d'atteindre notre objectif de plein-emploi afin d'augmenter les recettes. Il faut même la renforcer. Il y a, bien sûr, la réforme de l'assurance-chômage, mais cela ne suffira pas. Je pense que nous avons besoin d'une nouvelle loi Macron afin de déverrouiller l'accès à certaines professions.* »

**13 juin** : à l'occasion des 10 ans de l'annonce de la privatisation de l'examen théorique, sur BFM-TV, le SNICA-FO organise des AG partout en France (Hexagone et DROM) et transforme ce triste anniversaire en une **journée nationale de lutte contre toute dégradation du SPPC**.

Notre objectif était de vous présenter la suite des actions que nous envisagions pour contrer le projet Ferracci. La dissolution de l'Assemblée le 9 juin 2024 est toutefois venue bouleverser la vie politique française et a mis un terme aux projets en cours, tout au moins provisoirement.

Nous verrons quels choix politiques seront faits par le nouveau gouvernement et le parlement, et nous nous adapterons, comme toujours.



## LE PRIVÉ FRAUDE, LES IPCSR SONT STIGMATISÉS !

Dès l'annonce de la privatisation de l'ETG en 2014, le SNICA-FO a placé les IPCSR et DPCSR au centre du **dispositif de contrôle qui s'imposait** et qu'il fallait construire.

La SDERPC a installé un groupe de travail, mais n'a jamais déployé les moyens juridiques et humains nécessaires. Cette porte ouverte à tous les abus, a conduit à des fraudes massives, et pour cause :

**Les OA ne sont pas contrôlés par la puissance publique**. Et ce n'est pas le **cahier des charges** du 29 avril 2024, ni la cellule fraude composée de deux agents pour tout le territoire, qui vont donner des résultats probants !



### **L'État ne contrôle pas non plus les EECSR.**

Des EECSR pratiquent la vente d'attestations de complaisance (passerelles A2-A, B96 etc.) et/ou trichent sur le nombre d'ETP d'enseignants (le même « *exerce* » dans plusieurs AE). Depuis la réforme de 2014 (encore elle !), pompeusement intitulée « *priorité jeunesse* », l'enseignement dispensé en AE n'est plus contrôlé par l'État, et les labellisations et chartes ne servent que d'arguments commerciaux. Certains EECSR se rendent par ailleurs coupables de malversations sur les comptes CPF de candidats dont ils gagnent la confiance pour récupérer leurs identifiants. De faux moniteurs louent leurs services en toute impunité. Les centres de sensibilisation à la SR ne sont pas en reste quand il s'agit de gruger l'État. Etc...

### **Quant aux IPCSR et DPCSR, ils sont contrôlés 12 fois par décennie au moins... et ce sont eux qui sont mis sous pression, dévalorisés et stigmatisés !**

Dans les BER, les personnels sont submergés par la « *gestion de la fraude* ». Leur charge de travail a encore augmenté... sans que les résultats ne puissent être à la hauteur de leur investissement et des nécessités en la matière.

Rappelons en outre que les DPCSR, contrairement à beaucoup d'autres cadres, sont à la tête d'équipes souvent constituées de bien plus d'une dizaine d'agents. C'est ainsi que la période des Entretiens professionnels, par exemple, est particulièrement tendue, *a fortiori* car nos EP sont constitués de deux volets : l'entretien + une phase à bord des véhicules : l'audit annuel.

Hormis l'aspect chronophage de cette mission supplémentaire, les audits quinquennaux (cf. p.23) viennent régulièrement contredire le travail effectué année après année par les DPCSR, ce qui revient à remettre en cause leurs compétences professionnelles.

Notons en outre que les Délégués ne disposent d'aucun outil pertinent pour harmoniser les évaluations des IPCSR. Ils s'appuient donc, avec la bénédiction de la centrale, sur le « *taux de délivrance du titre* », ce qui n'a aucune chance d'aboutir à **la seule harmonisation qui ait du sens : celle des pratiques professionnelles.**

En réalité, il n'existe qu'un seul levier pour y parvenir, c'est une formation continue suffisamment consistante et parfaitement adaptée. Tout comme il n'existe qu'un seul levier pour augmenter le taux de réussite à l'examen et réduire l'accidentalité routière, c'est l'amélioration de la formation des conducteurs.

### **La renationalisation de l'ETG reste la solution idéale pour éradiquer la fraude.**

Couplée à celle que nous portons pour que les DPCSR bénéficient d'un secrétariat administratif, cette « *double revendication* » permet de réclamer **que chaque BER dispose d'adjoints administratifs pour assister les Délégués et faire passer l'ETG.**



## CARRIÈRES ET STATUTS



### ASSURANCE QUALITÉ - AUDITS QUINQUENNAUX

La DSR nous contrôle, conformément à la Directive de 2006, mais ne nous donne pas les moyens de maintenir notre niveau d'expertise !

Puisque l'assurance qualité a pour objectif de « *maintenir le niveau des examinateurs* », elle doit nécessairement inclure une formation continue adaptée, conformément d'ailleurs à ce que prévoit la Directive européenne. Or, l'Administration française ne respecte pas son obligation en la matière, ce que le SNICA-FO dénonce fermement.

#### ACTE 1 DE L'ACTION DU SNICA-FO :

**03 février 2023** : face à la détresse exprimée par de nombreux IPCSR, nous formulons une **demande de moratoire** sur les audits quinquennaux. Celle-ci est rejetée par la SDERPC, qui soutient ses cadres sans autre considération pour la souffrance des agents de terrain.



Nous lançons immédiatement un appel à témoignages, afin de disposer du plus grand nombre possible de récits détaillés. Cette collecte n'a pas été facile, tant les Inspecteurs craignent les délégués de la cellule d'audit. **Ce qui est décrit est édifiant !** Et comme les IPCSR des quatre coins du territoire national déplorent les mêmes choses, on peut être assurés qu'il ne s'agit pas d'une « *vue de l'esprit* » de la part de certains. Les remontées qui nous parviennent démontrent sans ambiguïté que l'attitude des DPPCSR actuellement en charge de ces audits est complètement « *hors sol* » !

**Si des IPCSR se comportaient de la sorte en examen, ils seraient licenciés pour insuffisance professionnelle !**

**L'un de nous l'a été en 2023, pour bien moins que ça !**

#### ACTE 2 - LE SNICA EXIGE LA RÉVISION DU DISPOSITIF QUALITÉ !

Le dispositif d'assurance de la qualité des évaluations, et notamment les audits quinquennaux, tout comme la philosophie qui préside à leur mise en œuvre, **doivent être entièrement revus !**

**27 septembre 2024** : les remontées des RIS effectuées par nos DS sont alarmantes. Le SNICA demande une audience à F. Guillaume, DISR ([lien](#)).



**30 septembre** : une **motion** intitulée « *tous concernés !* » est votée à l'unanimité du Bureau national. Cette motion apporte en outre le soutien plein et entier du SNICA-FO à Olivier, honteusement mis au pilori après 32 ans de bons et loyaux services. Quelques jours plus tard, une autre collègue nous informe qu'elle se trouve dans la même situation.

**03 octobre** : en l'absence de réponse à notre demande d'audience, nous relançons le cabinet de la DISR par téléphone pour préciser qu'il y a urgence à caler ce RDV. Nous fixons l'échéance au lundi 7. La DISR reste sourde à nos sollicitations ([lien](#)).

**08 octobre** : conformément au mandat reçu lors des RIS de septembre, et compte-tenu du silence assourdissant de notre direction métier, le SNICA-FO dépose un **préavis de grève** auprès de Bruno Retailleau, ministre de l'Intérieur, pour le jeudi 17.

**17 octobre** : plus de **40%** de l'effectif programmé au travail est en grève. Deux rassemblements sont organisés, à Bordeaux, département d'affectation d'Olivier, et à Paris devant la DISR. Suite à une nouvelle sollicitation, la DISR accepte (enfin!) de recevoir une délégation du SNICA.



***L'esprit de corps est bien vivant chez les IPCSR !***

**C'est donc avec le soutien précieux d'un grand nombre de grévistes, renforcé par les piquets de grève, que nous entrons au ministère de l'Intérieur et rejoignons le bureau de la DISR.**

En début d'audience, la délégation de l'Administration tente, à plusieurs reprises, de minimiser le problème en expliquant que seuls 4% des IPCSR audités sont retournés à Nevers, et seulement deux d'entre eux ne franchissent pas le cap du deuxième audit.

**Le SNICA-FO ne cautionne absolument pas ce raisonnement** et rétorque que les témoignages dont il dispose démontrent que les répercussions sur les IPCSR sont déléteres, y compris pour ceux dont le résultat est favorable. Quelques exemples du comportement inadapté des auditeurs sont apportés. Nous rappelons en outre qu'être IPCSR, donc fonctionnaire d'État, ne se résume pas à appliquer les procédures d'examen, loin s'en faut. Et qu'en tout état de cause, nos deux collègues victimes de ces audits menés à charge et dans une ambiance malveillante ne doivent pas être sanctionnés, mais bénéficier d'une formation complémentaire.



Au cours de cette audience, qui a duré deux heures, la DISR admet que le dispositif de l'assurance de la qualité peut être revu, et **donne son accord au SNICA pour que des travaux soient engagés.**

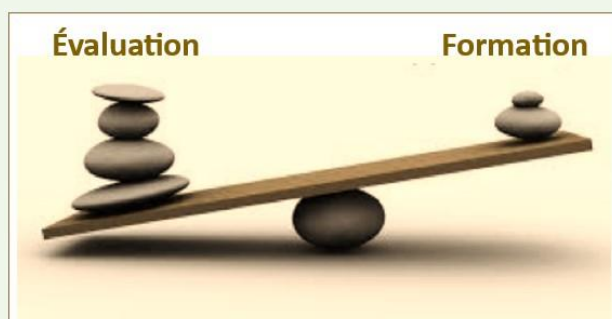
**Dont acte !**



Audience DISR, la suite : Il reste en revanche **injuste et intolérable**, pour le SNICA-FO, d'exclure un Inspecteur du corps parce qu'il dit « on » au lieu de « nous », parce que les durées de ses parcours ou de la conduite autonome ne sont pas uniformes, parce qu'il n'a pas fait l'arrêt de précision, parce qu'il ne regarde pas ostensiblement le candidat (!), etc... Il y a même une question qui surgit à la lecture de ces CR d'audits : les auteurs savent-ils vraiment ce que c'est de mener un examen du PC ?

**STOP**  
  
**INJUSTICE**

Quand le SNICA-FO demande ce qui sera fait pour nos deux collègues, à qui rien n'a été reproché depuis le début de leur carrière, F. Guillaume et son adjoint D. Julliard reconnaissent que leur situation, n'est pas « normale ». Puis, la Déléguée nous propose de **leur faire bénéficier d'un « accompagnement personnalisé afin qu'ils réussissent »**, ce que nous acceptons. Nous veillerons à ce que le processus soit adapté.



Nous avons également beaucoup parlé de **formation continue** durant cette audience.

Si la déléguée réfute les manquements de l'Administration mis en avant par le SNICA, elle reconnaît que la formation doit être améliorée, tant pour les auditeurs, que pour les DPCSR et les IPCSR.

Comme à son habitude, **le SNICA-FO prendra toute sa part aux travaux.**

**Et comme la Directive européenne le permet, le SNICA-FO revendique d'ores et déjà que ces audits ne remettent pas en cause le maintien des IPCSR et des DPCSR dans leurs corps.**

Contrairement aux « *examineurs* » des pays où le permis de conduire est assuré par des entreprises privées, les IPCSR et DPCSR, en leur qualité de fonctionnaires d'État, sont soumis à des **obligations statutaires** et sont régulièrement contrôlés.

Ainsi, l'employeur dispose déjà d'un arsenal de sanctions applicables en cas de manquements graves. Enfin, les missions des I.DPCSR, aussi importantes soient-elles, ne justifient en rien qu'ils soient plus exposés à l'exclusion de leurs corps que d'autres fonctionnaires.

**Cet épisode constitue une très belle victoire !**

Une fois de plus, l'action du SNICA-FO, suivie par des IPCSR solidaires, déterminés et conscients de la nécessité de se défendre, a permis de faire prendre en compte les revendications qui s'imposaient.



**Une réelle satisfaction pour le collectif !**

**Et un immense soulagement pour nos deux collègues !**



## FORMATIONS INITIALES ET CONTINUES (FI ET FC)

Comme nous travaillons seuls en permanence, nous devons bénéficier plus que d'autres encore de formations de qualité et suffisamment étoffées.

Pour mémoire, les textes de portée générale prévoient **sept jours au moins** de formation continue par agent. De son côté, la directive de 2006 décrit assez précisément la formation à dispenser dans le cadre de l'assurance qualité des « *examineurs* ».

Et nous sommes très loin du compte, sauf -peut-être- à inclure les réunions techniques au calcul, comme le fait l'Administration... ce qui fait immédiatement réagir les IPCSR lorsque nous le leur rappelons. Et à juste titre !

En marge d'une réunion, l'Administration nous a affirmé que certaines de nos revendications sur les formations initiales et continues des Inspecteurs et des Délégués seraient prises en compte (notre contribution **IPCSR est ici**. Celle des **DPCSR est là**).



**On attend avec impatience de savoir lesquelles !**

D'autant plus que nous avons aussi reçu l'assurance que se tiendrait, chaque année, le Groupe de travail que nous réclamons : nous souhaitons examiner les projets de l'Administration en matière de formation (moyens, thèmes, nombre d'agents concernés, etc.), afin d'influer au maximum sur ses choix en fonction des attentes et besoins exprimés par nos adhérents.

Or, cet engagement date de juillet 2023 et, à l'heure de boucler ce rapport (octobre 24), nous constatons qu'aucune réunion de ce type ne s'est tenue !



**Pour le SNICA-FO le dossier formations n'est pas clos.**

Et c'est d'autant plus vrai que les problèmes rencontrés lors des audits quinquennaux (cf. p23) ont démontré que les formations des IPCSR et des DPCSR (auditeurs inclus !) doivent être améliorées et renforcées.

Enfin, le nombre de **formations poids-lourd** proposé est insuffisant. L'Administration considère ses seuls besoins, sans tenir compte des souhaits des agents et de la nécessaire diversification des missions. Pour le SNICA-FO, les permis et qualifications du groupe lourd doivent être réintégrés aux formations initiales des IPCSR et des DPCSR.





## CAP : LE SNICA-FO PRÉSENT À VOS CÔTÉS

Malgré l'opposition de tous les syndicats et de quelques groupes parlementaires, la Loi de transformation de la fonction publique (LTFP) a été publiée (août 2019).

**Cette loi a notamment vidé les CAP d'une grande partie de leurs prérogatives.**

Seules celles relatives à la discipline et aux situations individuelles subsistent.

La loi précise que les fonctionnaires peuvent choisir un représentant de l'organisation syndicale représentative de leur choix pour les assister dans les recours contre les décisions en matière d'avancement, de promotion, de mutation.



**Mais fort heureusement, le rôle des représentants du personnel ne s'arrête pas à ces cas particuliers et extrêmes.**

Le SNICA-FO vous accompagne dans vos démarches de mobilité, en nourrissant notamment des contacts réguliers avec la DRH. Un nombre important de dossiers que nous avons soutenus auprès de l'Administration a ainsi pu trouver une issue favorable (à noter : à situations identiques nous privilégions, évidemment, nos adhérents).

Dans le cas d'un recours contre une décision que l'I.DPCSR estime injustifiée, le SNICA-FO guide ses adhérents dans cette procédure complexe, qui nécessite des connaissances précises.

Le SNICA-FO, qui dispose de 3 sièges sur 4 chez les IPCSR, et 2 sur 4 chez les DPCSR-A-techniques, reste l'interlocuteur privilégié des Inspecteurs et Délégués.

### L'intervention du SNICA-FO auprès de la DRH en décembre 2021

En théorie, les CAP propres à un corps ne pouvaient pas être conservées. Le principe général de la LTFP étant que les corps d'une même catégorie (A, B ou C) relèvent d'une CAP commune. Des exceptions étaient toutefois prévues.

Le SNICA s'est donc saisi de cette possibilité et a revendiqué auprès de la Directrice des ressources humaines le maintien de la CAP des IPCSR et de celle des DPCSR.

Manifestement convaincue par notre argumentation pour les IPCSR, **la DRH a acté le maintien d'une CAP spécifique.** Il était fondamental, compte tenu des spécificités des Inspecteurs, que seuls des représentants de ce corps s'expriment pour défendre leurs collègues.

La situation des DPCSR est en revanche gérée, contre l'avis du SNICA-FO, au sein d'une CAP commune à plusieurs corps : **la CAP des A-techniques.**

**Nous sommes le seul syndicat de la filière à disposer de représentants dans cette instance,** et nous travaillons de concert avec les camarades FO pour défendre les délégués.



## ENTRETIEN PROFESSIONNEL : L'INÉGALITÉ DE TRAITEMENT À SON PAROXYSMES

En réalité, l'entretien professionnel n'est pas un dispositif d'évaluation du travail des agents.

Il sert à accompagner les politiques d'austérité, qui visent à réduire les dépenses publiques, dans la mesure où il conforte la fin du principe de déroulement de carrière, auquel nous sommes attachés (avancement à l'ancienneté). Il s'inscrit dans une logique d'encadrement par objectifs et de rentabilisation d'un travail en flux tendu, par définition étrangère au service public. C'est un système qui vise à isoler chaque salarié et à casser les collectifs de travail.



Leur réalisation constitue cependant une condition *sine qua non* pour figurer sur le **tableau d'avancement**, la DRH s'appuyant exclusivement sur ces documents pour élaborer sa liste, suite aux propositions des services déconcentrés. Il sert également de fondement à la **modulation du régime indemnitaire**.

Il apparaît par ailleurs que certains services ne s'acquittent pas de leurs obligations dans ce domaine, puisqu'ils ne réalisent pas les EP de tous les agents !

Cette inégalité de traitement conforte un peu plus **le règne de l'arbitraire**. Les IPCSR et DPCSR sont en droit d'exiger un EP\*. Et c'est d'ailleurs ce que nous leur conseillons.

\*Article 2 du Décret du 28 juillet 2010 relatif aux conditions générales de l'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires de l'État : « Le fonctionnaire bénéficie chaque année d'un entretien professionnel qui donne lieu à compte rendu ».

## LE SNICA VOUS AIDE À RÉUSSIR VOTRE ENTRETIEN

Si l'on s'en tient au message officiel, l'EP a pour objet d'apprécier la valeur professionnelle, de consigner les besoins en formations exprimés par l'agent et ses souhaits d'évolution pro.



Il s'agit donc d'un RDV qu'il convient de préparer. C'est la raison pour laquelle **le SNICA-FO, même s'il ne cautionne pas la philosophie des EP, a offert à ses mandants un module de formation** intitulé « *Tout savoir pour réussir son entretien professionnel* ». Des conseils concrets sont également apportés sur le Compte-rendu de l'entretien (CREP).





## CARRIÈRE ET MISSIONS DES DPCSR

L'amélioration de la carrière et la définition des missions des DPCSR sont des revendications portées par le SNICA-FO **depuis 2014** ([cliquer ici](#)).

Le volet carrière a connu son étape de lancement en mars 2016, lors de la grève initiée par le SNICA, qui a abouti à la revalorisation de la grille et la fusion des deux grades du principalat, pour un déroulement de carrière fluide.

La création d'un 3<sup>ème</sup> grade constituera la seconde étape. Le SNICA-FO ne participera aux travaux, qu'il a lui-même obtenu, qu'à condition qu'il ne s'agisse pas d'un GRAF (grade à accès fonctionnel) réservé à quelques-uns, comme le souhaite l'Administration.

**Nous revendiquons un « 3<sup>ème</sup> grade linéaire », accessible à tous les DPCSR sur des bases égalitaires** ([contribution ici](#)).

## LA RÉVISION DE L'ARTICLE 3 DU STATUT DES DÉLÉGUÉS

Issu du cahier de revendications évoqué en introduction, le GT visant à clarifier les missions s'est tenu en 2023. Le projet de décret modifiant le statut des DPCSR a été présenté aux syndicats du MI lors du CSA du 09 octobre 2024.

Si les amendements proposés par le SNICA-FO apportaient une plus-value, les éléments retenus par l'Administration ne présentent guère d'avancées significatives pour les délégués. Une fois de plus, le dialogue social est décevant. Une des méthodes a consisté à soumettre aux OS, juste avant le vote au CSA d'octobre 2024, un projet de texte différent de celui issu du groupe de travail (!).

C'est ainsi que la fraude s'est invitée dans le nouveau statut, sans discussion préalable, et par le biais d'une **formulation qui ciblait les IPCSR** (ça devient une habitude !).

*« Dans le cadre de leurs missions de contrôle ou d'expertises, ils [les DPCSR] participent à la lutte contre la fraude au permis de conduire qui peut viser les conditions de déroulement des épreuves théoriques et pratiques ainsi que les stages de sensibilisation à la sécurité routière »*

**Les IPCSR mis dans le même sac que les organismes privés fraudeurs ! Chacun appréciera.**

Lors du pré-CSA du 03 octobre, le SNICA-FO a dénoncé cet ajout, seul comme d'habitude.

**L'Administration s'est alors engagée à faire une contre-proposition au SNICA-FO.**

Suite aux échanges qui ont eu lieu durant le week-end qui a précédé le CSA ministériel, votre syndicat a obtenu une nouvelle version qui, débarrassée de l'inacceptable stigmatisation des IPCSR, apparaît plus appropriée.

Une **déclaration** a été lue par Philippe Destarkeet lors du CSA présidé par le Préfet Didier Martin, Secrétaire général du MI, à qui il a en outre rappelé que **seule la renationalisation de l'ETG peut éradiquer la fraude**.



## LES DANGERS INTRINSÈQUES À RDV-PERMISS

Le SNICA-FO a réussi, lors des comités de suivi qu'il a obtenus, à faire corriger certains problèmes apparus au fil du déploiement de RDV-Permis. **Des éléments inquiétants subsistent toutefois.** Nous nous attacherons ici à les évoquer, plutôt que de lister les problèmes résolus (que vous pouvez retrouver [ici](#)).

Avec RDV-P, **c'est la satisfaction de la demande des EECSSR qui a été privilégiée**, pour leur permettre de développer économiquement leur activité. La notion de qualité de la formation n'est plus prise en compte, comme c'était en partie le cas avant. Les « *pénalités* » pour repasser l'examen ne suffisent pas à réguler le système, ni à tirer l'enseignement vers le haut.

Un point à garder en mémoire : **le PL n'a pas été intégré à RDV permis**. Rapprocher ce fait, qui pourrait sembler anodin, de la loi de 2015 (cf. p.12) et de la question posée par l'IGA aux collègues « *pensez-vous que les IPCSR apportent une plus-value en plateau PL ?* » (cf. p.13), et le sujet devient extrêmement préoccupant.

La DSR a souligné que RDV-P assurait plus aisément le report d'activité de certains centres sur d'autres, ce qui constitue **une réelle menace pour les sites les moins plébiscités**, donc pour le Service public de proximité auquel nous sommes attachés.

Alors qu'il y en avait 16 lors de l'expérimentation, ce qui était déjà inquiétant, il y a désormais **22 créneaux horaires disponibles, par tranches de 30mn** de 7h à 18h, sans interruption. Les candidats sont donc convoqués toutes les 30mn (et non 32), officiellement pour une question de « *lisibilité par le candidat* ». Pour le SNICA, il s'agit en fait d'introduire **la « flexibilité »** tant vantée par les patrons ! Et elle ne sera pas adaptée à nos contraintes et nos choix individuels, mais à ceux des AE qui feront pression sur les préfets. [Ici notre courrier à la DISR, et sa réponse.](#)

Une fois que le DPCSR a établi le tableau de travail des IPCSR, les créneaux inutilisés sont fermés, pour chaque journée et pour chaque Inspecteur. Ces manipulations, dont on pouvait se dispenser s'il n'y avait pas d'intentions cachées, montrent que ce choix a été fait pour moduler la programmation en fonction de choix locaux. Cela fait peser **une lourde menace sur l'organisation nationale de la journée de travail** et les textes y afférents (cf. p.37).

L'insistance de l'Administration sur le gain de temps pour les IPCSR ne laisse en outre aucune place au doute : RDV-P sera l'argument phare pour annoncer que le travail administratif est quasiment réduit à néant et qu'on peut passer à **14 U... ou plus !**

À noter : Le GT-TA, vivement critiqué par ceux qui ont la vue basse, permet notamment de contraindre la DSR à ne pas « oublier » que de nombreuses Tâches additionnelles viennent s'ajouter aux durées d'examen (cf. p.35).

Le nombre d'unités n'est pas simplement une question de temps de travail, c'est avant tout **un problème de charge mentale**. L'évaluation d'un candidat représente une charge de travail très lourde. Le nombre d'évaluations quotidiennes est donc, au-delà du temps de travail, un élément qu'il est indispensable de prendre en compte.

## SANTÉ AU TRAVAIL - CONDITIONS DE TRAVAIL

« Les examens du permis de conduire sont une activité difficile, qui requiert une concentration constante.

Par leur nombre et leur répétition, ces examens sont banalisés, au point que la responsabilité que prennent les inspecteurs, au quotidien, en totale autonomie et dans un temps limité, est totalement oubliée.

Rares sont les métiers où le poids d'une décision de nature identique, repose sur les épaules d'une personne isolée.

Hormis cette responsabilité, les IPCSR doivent faire preuve de maîtrise et de réactivité, en toutes circonstances, y compris avec les candidats insuffisamment formés, angoissés ou agressifs.

En matière de déontologie, les IPCSR ont non seulement les obligations de tout fonctionnaire, mais ils ont de surcroît, des obligations déontologiques propres à leur corps, assez nombreuses pour que l'Administration réalise un guide spécifique. »

Ces lignes sont tirées d'un rapport rédigé par des hauts fonctionnaires en 2009.

### Ce n'était pas l'objet de cette étude, mais on peut ajouter à cet inventaire nos conditions de travail, particulièrement ardues :

Nous sommes confinés et attachés à longueur d'année dans des espaces extrêmement restreints et plus ou moins propres, dans lesquels nous devons jongler avec nos sacs, nos tablettes, nos documents, dans lesquels nous bousillons nos chaussures et nos vêtements, sous la surveillance permanente des enseignants qui croient savoir ce que c'est de faire passer le permis, sous le regard souvent pesant de candidats stressés, notamment à cause des problèmes de délais ressassés par des médias qui ne comprennent pourtant pas le sujet.

Avec le bilan de compétences et la 13<sup>ème</sup> unité, nous enchaînons des évaluations qui demandent une activité intellectuelle continue, à laquelle s'ajoutent la sécurité à assurer en permanence et la création de conditions psychologiques favorables aux candidats (ce qui n'est possible que si les nôtres ont été prises en compte !). Le tout sans interruption ou presque, et souvent sans même avoir accès à un point d'eau pour une hygiène élémentaire, sans disposer de toilettes, ni de salle pour prendre un café et se détendre un peu pendant cette misérable pause de 10 minutes, que beaucoup d'entre nous ne s'accordent même pas, pour ne pas être en retard sur les horaires de convocation.

Nous sommes contraints de supporter toutes les conditions climatiques, y compris les plus extrêmes (vent, pluie, froid, chaleur), et même de se fournir en vêtements pour y faire face, souvent à nos frais car il est encore difficile d'obtenir des équipements adaptés.

La liste n'est pas exhaustive !

**Ce qu'il faut retenir, c'est que l'Administration se doit de tenir compte de ces conditions atypiques d'exercice de nos missions. Elle ne peut pas nous traiter comme si on travaillait dans un bureau. Les textes qui régissent notre activité doivent intégrer cette dimension particulière à nos missions, et notre régime indemnitaire aussi !**





## PROTECTION CONTRE LES AGRESSIONS

Le dispositif de protection des IPCSR et DPCSR contre les agressions est constitué de mesures obtenues par notre organisation syndicale.

Le SNICA-FO a en effet inventé l'**ADR**, l'a fait expérimenter puis déployer sur tout le territoire dans toutes les catégories (2000 à 2013). En 2016/17, nous avons négocié une **série de mesures** avec le cabinet du Ministre, dont la possibilité pour les Préfets de prononcer une **interdiction de se présenter à l'examen** (2020) pour les auteurs d'agression.



En 2023, face à la recrudescence des comportements agressifs de la part des candidats, nous nous sommes encore beaucoup investis afin que le dispositif soit renforcé.

Nous avons préparé notre **cahier de revendications**, qui a emporté votre assentiment lorsque nous vous l'avons présenté en RIS. Et nous avons dû aller jusqu'à boycotter une CAP, menacer de ne plus participer aux réunions et instances, interpellier la présidente de la Formation spécialisée des DDI, écrire à la DISR, etc., pour, enfin, **obtenir un cycle de réunions**.

Tout cela a nécessité un travail intense, mais nous avons réussi à faire acter plusieurs de nos revendications, et à faire évoluer la « *procédure agressions* ». **EN SAVOIR +**

**Le combat n'est cependant pas terminé.** Comme nous l'annoncions dans un article de février 2024, le bilan de ces travaux se situe **entre progression et régression** car plusieurs points restent insatisfaisants :

En premier lieu, **le recul de l'ADR**, glissé en douce lors du déploiement de RDV-Permis, avec une réception du CEPC par le candidat quelques heures seulement après l'examen, au lieu de deux jours initialement. Et si la DISR rejetait notre requête en février dernier, suite à notre courrier décembre 2023, les IPCSR de leur côté tiennent à cette revendication : En mars 2024 **83 % des collègues interrogés ont voté POUR l'envoi du CEPC à J+2.**

Outre le raccourcissement du délai d'envoi du CEPC, l'INSERR, les DPPCSR de la cellule d'audit, et certains DPCSR lors des audits annuels, insistent très lourdement sur le fait que le candidat DOIT comprendre qu'il est ajourné. Au mépris donc de notre sécurité !

La SDERPC a émis un avis défavorable à notre demande de **modification de la procédure**. Mais le SNICA-FO persiste et remettra ce sujet sur le tapis : **le choix d'annoncer une erreur, qu'elle soit éliminatoire ou pas, doit être laissé à l'appréciation des experts que nous sommes.**



Nous reviendrons également à la charge sur la question de **l'appli d'alerte des FDO** (forces de l'ordre), revendication plébiscitée par les IPCSR.



### Protection contre les agressions, suite :

Enfin, alors que nous réclamons, depuis début 2023, une **note nationale de cadrage** de la vérification de l'identité et du comportement à tenir en cas de fraude avérée ou suspectée, la **mouture du 14 mai 2024 évite soigneusement ces sujets**. Cet « oubli » est manifestement délibéré puisque la SDERPC n'a pas daigné répondre à notre relance du 21 juin 2024 (ici).

Rappelons que la Sous-directrice s'est aussi engagée, à l'occasion de l'intervention de la SG du SNICA-FO en faveur de notre collègue du 93\*, à produire une procédure nationale claire sur la **conduite à tenir en cas d'ivresse supposée ou avérée du candidat**.

Cet engagement n'a pas été suivi d'effet, malgré notre relance (ici).

En attendant cette instruction, le SNICA-FO conseille à tous les IPCSR, Exa-Mad et DPCSR de ne pas partir en examen avec un candidat qui ne semble pas dans son état normal, même s'il s'agit d'une suspicion. Nous soutiendrons tout agent qui serait inquiet pour avoir excusé un candidat sur ce motif.

*\* Sur ce chapitre, nous n'oublions pas que l'un des nôtres, Philippe, IPCSR en Seine-Saint-Denis, a été convoqué à plusieurs reprises au tribunal de Bobigny, parce qu'il avait démarré un examen (100m parcourus) avec un candidat qui présentait des signes d'ivresse, après avoir bien entendu prévenu son DPCSR pour qu'il appelle la Police, et attendu qu'elle soit proche du centre d'examen pour que le candidat puisse être interpellé au volant. **En savoir +***

**Compte-tenu de l'attitude de l'Administration, nous nous préparons à durcir notre action pour que notre protection au travail soit renforcée !**

Notre investissement sur ce dossier nous a par ailleurs conduits à rencontrer la Secrétaire générale de la Préfecture du Rhône, suite à la série d'agressions qu'ont connus les IPCSR de ce département. Un plan d'actions a ainsi été mis en œuvre. **En savoir +**



Nous avons mis à jour **notre kit agression** et avons diffusé un QR code qui permet à toute victime d'accéder rapidement à la **procédure simplifiée** : précieux mémo pour ne rien oublier dans ces situations déstabilisantes, voire traumatisantes.

Enfin, nous avons bien sûr continué à accompagner individuellement les collègues victimes d'agressions physiques ou verbales, pour leur apporter tout notre soutien.

**ENTRAIDE &  
SOLIDARITÉ  
AGRESSIONS**



**Le SNICA-FO ne lâchera rien sur les questions de sécurité au travail !**



## SANTÉ AU TRAVAIL : LE SNICA-FO AGIT !

Pour les fonctionnaires, le Code Général de la Fonction Publique (CGFP) prévoit que soient assurées « *des conditions d'hygiène et de sécurité de nature à préserver leur santé et leur intégrité* ».

L'employeur est donc soumis à des obligations, dont l'un des aspects est la prévention des risques, que l'OMS définit ainsi :

*« la prévention est l'ensemble des mesures visant à éviter ou réduire le nombre et la gravité des maladies, des accidents et des handicaps ».*



Les instances de dialogue issues de la loi de transformation de la fonction publique (LTFP) ont été installées à l'issue des dernières élections pro. Les Comités Sociaux d'Administration (CSA), et les Formations Spécialisées (FS) qui s'y rattachent sont en place depuis début 2023.

**La FS est compétente pour procéder à l'analyse des risques professionnels, et proposer toute mesure de nature à les prévenir, afin de protéger la santé physique et mentale des agents.**

Alors que cette responsabilité lui incombe, notre ministère ne s'est jamais intéressé à la santé au travail dans notre filière. Ou plutôt si, mais pour défaire ce qui existait, comme diviser par deux le nombre de visites de prévention ; Ou encore pour introduire des aptitudes médicales statutaires, sans pour autant assumer ses responsabilités en matière de prévention (notons que seul le SNICA-FO s'est occupé de ce dossier). **En savoir +**

**Le SNICA-FO a donc décidé de saisir les instances compétentes afin que les risques auxquels nous sommes exposés soient identifiés et que des solutions pour y remédier soient proposées.**



De notre côté, nous avons d'ores et déjà **constitué un dossier et préparé un cahier de revendications**, que nous remettrons à la présidente de la FS (formation spécialisée) des DDI dès la prochaine réunion (19 nov. 2024) ;

**Nous vous présenterons nos travaux** en RIS au mois de décembre afin de pouvoir en débattre avec vous.



## LE GROUPE DE TRAVAIL TÂCHES ADDITIONNELLES (GT-TA)

Au fil du temps, avec les changements d'organisation des services, la déconcentration et les nouveautés technologiques, le travail des IPCSR s'est alourdi. Les tâches à réaliser en plus des examens se sont empilées et de fortes disparités entre départements sont apparues.

L'estimation (basse!) du SNICA montre **un dépassement moyen du temps de travail de 15'/jour, soit 50h/an**. Il est donc de notre devoir de syndicat de pousser l'Adm à gommer cette anomalie.

Ce GT-TA, revendiqué de longue date, a été obtenu le 07 janvier 2022. Et c'est sur la base de l'engagement pris par le SGA du MI pour la réalisation de l'inventaire et du chronométrage par une entité indépendante, que les IPCSR ont voté la levée du **préavis de grève**.

Après une interruption en 2022, consécutive aux mensonges de la DISR de l'époque, la même qui a œuvré en douce pour nous voler les plateaux des TP, ce GT a repris le 03 avril 2024, suite à l'insistance du SNICA-FO durant plus d'un an.

Lors de cette réunion, nous avons proposé une méthode, acceptée sans réserve par ERPC :

- ✓ Mettre à jour l'inventaire des TA, suite au déploiement complet de RDV-P.
- ✓ Faire chronométrer leur réalisation par une entreprise indépendante ou par un corps de hauts-fonctionnaires (l'IGA, l'IGEDD, etc.).



Cette suggestion du SNICA-FO permettait à l'Administration de respecter son engagement, tout en réalisant des économies.

**Mais voilà que cette possibilité, qui démontre la capacité de négociation du SNICA et sa volonté de s'inscrire dans un dialogue constructif, ne convient pas -non plus- à notre Administration.**

Le 23 mai, nous présentons **l'inventaire actualisé**. Nous constatons que le SNICA est le seul acteur du GT à avoir préparé cette réunion. Le compte-rendu de la SDERPC nous est envoyé neuf semaines plus tard ! Il constitue une insulte à l'endroit des IPCSR puisqu'il se résume à évoquer **la gestion et le traitement des mails, et les rapports d'incident : oui c'est tout!**

Le 23 juillet, le SNICA-FO participe à une bilatérale avec ERPC. Du haut de toute sa morgue, l'adjoint de la Sous-directrice, également auteur du CR évoqué ci-dessus, a exprimé son mépris pour les IPCSR au travers de propos et attitudes très éloignés de ce qui est attendu d'un fonctionnaire de ce niveau.

Alors que les deux DPCSR présents, qui prenaient les travaux en cours, tentaient, comme le SNICA-FO, de trouver des solutions pour que le débat soit constructif, l'insupportable condescendance de ce personnage a conduit vos représentants à quitter la réunion.

**Les agents de la filière méritent respect et considération !**

GT-TA – La suite : En définitive, non seulement la SDERPC ne veut pas chronométrer, parce que ça coûterait trop cher (quel que soit le tarif il est vrai qu'il est plus avantageux pour elle de faire travailler les IPCSR gratuitement), mais en plus elle triche sur l'inventaire !

**Ce déni démontre que l'Administration sait que le temps imparti est insuffisant, sans quoi elle n'aurait pas besoin de tailler à la hache dans l'inventaire préparé avec vous !**

Quoi qu'il en soit, ce GT-TA doit être mené à son terme. Il serait en effet intolérable que notre employeur prenne des engagements qui conduisent à la levée d'un préavis ([lien](#)), pour au final s'asseoir dessus. Et comme chaque main tendue pour négocier un accord (2022 et 2024) se traduit par une trahison, c'est désormais l'engagement initial qui doit être mis en œuvre.

**Le chronométrage par une entreprise indépendante est devenu incontournable, à cause de l'incapacité de l'Administration à négocier !**



## **CHARGE ET TEMPS DE TRAVAIL DES DPCSR**

En matière de dépassement du temps de travail, les DPCSR ne sont pas en reste, loin s'en faut. Leur situation est même pire que celle des IPCSR, puisque nos cadres décomptent autour de **30 heures supplémentaires par mois... qui ne leur sont pas payées !**



Selon notre estimation, environ **20 ETP** sont ainsi économisés sur le dos des DPCSR !

Notre Administration doit s'emparer du sujet et examiner l'organisation, la charge et la durée du travail des Délégués.

**Le SNICA-FO a tout d'abord lancé un groupe de travail interne sur ce thème.**

Les DPCSR se sont, globalement, montrés intéressés par notre projet et notre revendication. Toutefois, comme souvent lorsque nous les sollicitons, ils nous font part de leurs difficultés à se libérer pour participer aux travaux proposés. Il est vrai que, contrairement aux IPCSR qui bénéficient de décharges syndicales, les DPCSR qui s'absentent dans les mêmes conditions voient les tâches à accomplir s'accumuler.

Nous considérons toutefois que **leur participation est essentielle** et que leur intérêt reste de sacrifier un peu de temps pour faire avancer leur cause. Sans cela, l'Administration, qui ne s'en prive déjà pas, profitera toujours plus de leur faible implication dans l'action syndicale.



Ce manque de disponibilité des cadres n'est ni nouveau, ni spécifique aux DPCSR. Au SNICA-FO nous continuerons à œuvrer en leur faveur et nous restons disponibles pour leur donner les moyens d'améliorer leur condition.





## LE RESPECT DE NOS TEXTES DÉROGATOIRES

Certains BER ont profité du retour à 10' de plateau en moto, le 1<sup>er</sup> juillet 2023, pour programmer des journées moto non conformes à nos textes. Nous sommes donc intervenus auprès de la SDERPC ([courrier ici](#)) pour qu'elle fasse un **rappel aux DPCSR**.

Nos DS se sont également mobilisés, partout où c'était nécessaire, pour que les hiérarchies récalcitrantes respectent vos droits. Nous avons entendu, à cette occasion, des chefs de service prétendre que nos textes étaient caduques (ils ont pourtant été contraints de les appliquer...), **ce qui nous incite à faire le rappel suivant :**

L'organisation de nos journées est cadrée par la circulaire du 25 mars 2003 (obtenue par la grève de 2002 à l'appel du SNICA-FO), dont les dispositions sont reprises dans la note du 18 décembre 2013 (également obtenue par la grève initiée par le SNICA-FO juste avant notre transfert au MI).

Notons que si l'Administration nous contraint à en passer par des grèves pour conserver notre cadre national, c'est parce qu'elle préférerait que l'organisation de nos journées soit décidée au cas par cas dans chaque département.

Or, c'est précisément ce qu'il convient d'éviter car le rapport de force est faible au plan local et les EECSR pourraient faire pression, par exemple sur le Préfet, pour que cette organisation soit modifiée.

C'est la raison pour laquelle nous vous incitons vivement à ne jamais accepter de dérogation à ces textes, et à nous saisir dès qu'ils sont menacés, y compris si un « *deal* » paraît « *intéressant* » à l'instant T, car à terme ce sont les agents qui seront perdants, pas l'Administration.

**Mêmes si certaines dispositions ne nous arrangent pas, ces textes restent protecteurs et doivent perdurer.**

**Le droit nous protège de l'arbitraire, avec le SNICA-FO, faisons le appliquer !**

Le SNICA-FO intervient très régulièrement auprès des BER, voire des directeurs et/ou Préfets, pour faire respecter les dérogations que nous avons obtenues au fil du temps.

Soutenus chaque fois que c'est nécessaire par le Secrétariat général, **vos DS mènent de multiples actions locales** pour faire respecter nos spécificités en matière de remboursement des frais de déplacement, d'organisation des journées, de congés, de crédit-temps, etc.

Les IPCSR qui ont le réflexe de nous saisir sont rétablis dans leurs droits. On constate en revanche que les agents qui courbent l'échine, doivent la courber toujours plus...

**Il est tout à fait légitime de faire respecter ses droits. N'hésitez pas à nous solliciter !**



## LE RENOUVELLEMENT DES TABLETTES

Nous avons tout d'abord écrit à la DISR, en avril 2021 ([ici](#)). Mais c'est lors de la réunion bilatérale du 23 septembre, impulsée par le [courrier](#) du SNICA-FO au Ministre ([lien vers sa réponse](#)), que nous avons obtenu le **renouvellement du parc de tablettes**, qui est intervenu début 2022.



Nous revendiquons en outre, compte tenu des conditions intensives d'utilisation et du phénomène d'obsolescence programmée, **le remplacement de ces matériels tous les 3 ans**. Nous n'avons pas abouti sur ce point. Mais, nous restons à votre écoute sur vos besoins en la matière, afin de relancer notre direction métier le moment venu, c'est à dire avec une anticipation suffisante pour lui laisser le temps de réagir.



## UNITÉ MOTO : DEUX MINUTES QUI FONT TOUTE LA DIFFÉRENCE !

Rappelons que le SNICA-FO a obtenu, lors de la précédente mandature, l'expérimentation de l'unité moto à 12', suite à deux chronométrages réalisés par la DSR à notre demande et en notre présence. Cette mesure a malheureusement été intégrée à celles liées au Covid.

Dès que le ciel s'est dégagé côté pandémie la DSR a décidé de passer à 10', sans le moindre bilan contrairement à ce qui avait été promis ([lien](#)).



Le SNICA-FO a écrit à la DISR pour demander le retour à 12'. La Directrice a rejeté notre requête, s'autorisant même, au passage, à mettre notre parole en doute ! **Les deux courriers sont [ici](#)**.

Lors du passage à 10', effectif depuis le déploiement complet de RDV-Permis le 1<sup>er</sup> juillet 2023, des couacs de programmation sont apparus dans un grand nombre de départements : non-respect de la durée de travail, pauses insuffisantes, quarts de journée. Il a donc fallu que le SNICA-FO intervienne et demande à la DSR de rappeler aux services le nécessaire respect de nos textes ([en savoir +](#)).

Ce fût fait le 23 août 2023. Depuis, les choses semblent être rentrées dans l'ordre. Mais, le SNICA-FO reste en permanence en alerte sur ce sujet.

Force est de constater que la programmation est compliquée avec l'unité à 10', tandis qu'elle était facilitée avec l'unité à 12. De plus, la « *production de places d'exams* » est supérieure dans la configuration qui emporte notre préférence : un examen complet avec l'unité à 10' dure 50' au total, contre 48 à 12'.

Contre toute logique, c'est pourtant bien ce choix qui a été fait par la DSR.

**En décembre 2023 et mars 2024, une majorité d'IPCSR s'est prononcée pour le retour à 12'. Le SNICA-FO continuera donc à porter cette revendication.**



**DROM :**

## **SÉCURITÉ EN EXAMEN ET ÂGE DES VÉHICULES**

Dans les DROM, les EECSR sont autorisés à utiliser leurs véhicules **sans limite de durée** (contre 7 ans dans l'Hexagone), ce qui pose de gros problèmes de sécurité en examen puisque les exploitants d'AE tirent indéfiniment sur la corde.

Les IPCSR nous ont donc sollicités pour que, conformément à la revendication inscrite dans notre **profession de foi de 2022**, cette dérogation soit abrogée.

### **SPÉCIFIQUE OUTRE-MER**

Nous revendiquons l'abrogation de la disposition de l'article 6 de l'arrêté du 8 janvier 2001, qui permet aux EECSR des DOM de déroger à l'ancienneté maximale pour les véhicules de catégorie B. En effet, cette exception à la règle entraîne des abus qui posent de sérieux problèmes en matière de sécurité.

Nous avons donc saisi la SDERPC, qui a déclaré en réunion le 09 février 2024, accéder à notre demande ([lien](#)). Elle n'avait cependant, sept mois plus tard, toujours pas transposé sa promesse dans le droit.

Julien Thivet, notre secrétaire national en charge des Drom l'a donc saisie, le 09 septembre 2024 ([lien](#)). A l'heure où nous clôturons ce rapport, aucune réponse, ni même accusé de réception, ne nous est parvenu, alors que **l'attente est forte chez nos collègues ultramarins !**



# RÉMUNÉRATION - POUVOIR D'ACHAT



## LES RÉGIMES INDEMNITAIRES (RI)

**Rappel** : Le SNICA-FO refusait le passage des I.DPCSR au RIFSEEP en 2016 parce que c'est un **outil pour individualiser les carrières et éviter les revalorisations collectives**.



### Et il avait raison !

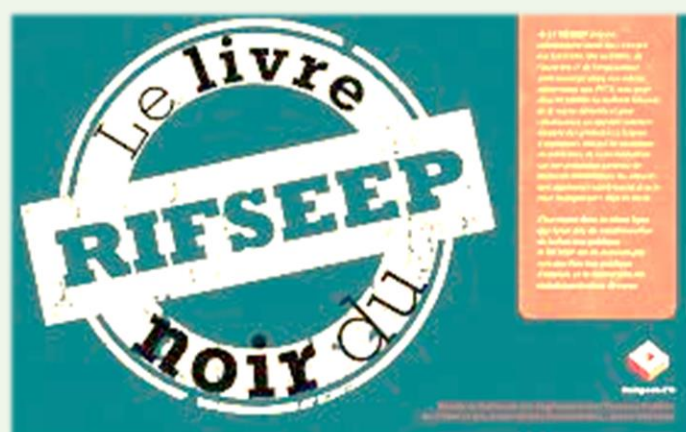
En huit ans, la moyenne mensuelle des revalorisations qui ont bénéficié à tous s'élève à 38€ bruts.

Individuellement, un agent ne peut être augmenté qu'à l'occasion d'une mobilité. **Une fois muté et nommé aux grades supérieurs, sa carrière se déroule sans augmentation de son RI, ou presque.**

### Pour le SNICA-FO :

- ✓ Les fortes responsabilités qui nous incombent et nos nombreuses sujétions justifient à elles seules des primes nettement plus élevées (IFSE et CIA).
- ✓ La comparaison avec les administratifs est inadaptée, et en outre limitante puisqu'elle nous place dans une position de dépendance vis-à-vis de ce qui se décide pour ces corps.
- ✓ L'IDF ne doit pas systématiquement absorber l'intégralité des enveloppes budgétaires (comme en 2018 et 2022).
- ✓ Les IPCSR qui étaient en 1<sup>ère</sup> classe, ainsi que les DPCSR qui étaient principaux, au moment de la bascule au RIFSEEP, ne disposent d'aucune possibilité pour faire augmenter leurs primes (hors revoyure\*). Ce sont donc les agents les plus anciens de la filière qui sont laissés pour compte !

\* La revalorisation attribuée en 2024 dans le cadre de la clause de revoyure (évolution possible si RI inchangé depuis 3 ans ou +) s'élève à 17€ bruts / mensuel. Et ça n'évoluera pas durant au moins 3 ans !





### Fort de ces analyses et constats, le SNICA-FO revendique :

- ✓ Une revalorisation significative et égalitaire de l'IFSE et du CIA de tous les IPCSR et tous les DPCSR.
- ✓ La création d'un dispositif de fidélisation territoriale, spécifique à notre filière, pour les zones géographiques où le coût de la vie est plus élevé qu'ailleurs et créé des tensions en matière d'effectifs (on peut citer l'IDF, les Bouches-du-Rhône et le Rhône, mais ce ne sont pas les seules) ;
- ✓ La suppression totale de l'abattement appliqué à l'IFSE pour les I.DPCSR qui quitteraient ces zones géographiques après y être restés huit ans. Et la réduction de moitié de cet abattement pour ceux qui muteraient après cinq ans. Contrairement à ce qui a été fait jusqu'à présent, cette mesure inciterait réellement les agents à rester plus longtemps dans ces secteurs, grâce à l'impact sur les primes durant tout le reste de la carrière ;
- ✓ La création d'une indemnité pour les IPCSR qui sont adjoints et d'une prime d'intérim pour ceux qui assurent les fonctions de DPCSR ;
- ✓ Une mesure de rattrapage, pour les IPCSR qui avaient atteint la 2<sup>ème</sup> ou la 1<sup>ère</sup> classe et les DPCSR qui étaient principaux au moment de la bascule au RIFSEEP, car ils sont victimes d'une immense injustice : ils ne peuvent pas faire évoluer leur RI (depuis 2016 !).



Au SNICA-FO, nous sommes bien entendus disposés à engager, dès que vous serez prêts, un rapport de force visant à enfin obtenir la reconnaissance pécuniaire méritée.

**Car si nous voulons revaloriser nos primes, ce n'est pas sur la gratitude du MI qu'il faut compter mais sur nous-mêmes !**



### LES FRAIS DE DÉPLACEMENT

Le SNICA-FO a sollicité le Secrétaire général du ministère de l'Intérieur, dès après la publication du **dernier arrêté du MI** relatif aux frais de déplacement, en décembre 2023. **Lire ce courrier.**

Nous demandions que les références à l'arrêté du 10 octobre 2019, abrogé par le nouveau texte, soient remplacées, dans **notre arrêté spécifique**, par celles du nouvel arrêté. C'était la condition pour que les dérogations obtenues par votre syndicat majoritaire au fil du temps soient pérennisées.

C'est chose faite, avec la publication du **texte rectificatif** au journal officiel en février 2024.

Pour mémoire, **le SNICA-FO s'est battu à plusieurs reprises** pour que ces dérogations, auxquelles nous sommes très attachés et qui sont justifiées par nos contraintes et spécificités, soient maintenues.

Ce fût le cas juste avant notre transfert au MI grâce à la grève de décembre 2013. Et ce fût également le cas en **2017** et **2019**.



## LA REVALORISATION DES INDEMNITÉS KM

Compte-tenu de la flambée des prix du carburant, le SNICA-FO a écrit aux ministres de la Fonction publique et de l'Intérieur, le 08 février 2022 pour revendiquer une revalorisation de l'indemnité kilométrique ([lire le courrier](#)).

Huit jours plus tard, nous nous adressons à la FGF-FO (fédération générale des fonctionnaires), pour qu'elle engage la même démarche auprès du ministre de la FP. C'est ainsi que le courrier de Christian Grolier ([ici](#)) évoque explicitement les IPCSR.

**L'arrêté de revalorisation consécutif aux requêtes formulées par le duo SNICA-FGF a été publié le 15 mars ([lien](#)), avec effet rétroactif au 1<sup>er</sup> janvier 2022.**

Un tableur a été mis à disposition des I.DPCSR par nos soins, afin qu'ils puissent effectuer facilement les modifications des états de frais qui découlent de ce nouveau barème.



## SGC(D) ET REMBOURSEMENT DES FRAIS

Dès 2020, le MI a avancé à marche forcée vers la création des secrétariats généraux communs (SGC). Leur mise en place, au 1<sup>er</sup> janvier 2021, illustre la volonté totalisante du MI sur les missions et les services de l'administration territoriale de l'État (ATE). La création de ces structures nous a fait passer d'une Administration verticale à une Administration horizontale.

**Elle est loin l'époque où chaque ministère disposait de ses propres moyens pour fonctionner!**

Les SGC(D) ne sont pas des services de préfecture, mais un nouveau service de l'État territorial. C'est en quelque sorte le cheval de Troie du MI pour prendre la main sur l'ensemble des services de l'État. Une fois qu'il gérera, via les SGC(D), les crédits et les aspects RH (ressources humaines) pour tous les personnels, il aura la main sur les missions et les affectations des agents ([ici analyse de la Loi de transformation de la Fonction publique](#)). C'est en effet celui qui paye qui a le pouvoir.

Cette vision de la société entre en contradiction avec notre constitution qui à l'origine voulait la France comme une République « *une et indivisible* » pour assurer l'égalité des citoyens devant la Loi sur l'ensemble du territoire national.

Outre la dimension éminemment politique de cette réorganisation, il ne faut pas perdre de vue qu'un des objectifs de ces fusions de services consiste à accélérer la réduction des effectifs de la fonction publique.



## SGCD (SUITE) - LES ENJEUX POUR LES I.DPCSR

Les conséquences les plus visibles sont l'éloignement de l'interlocuteur décisionnaire pour les agents, et le risque de voir apparaître des dysfonctionnements divers, faute d'effectifs suffisants et faute de connaissance de la situation particulière de certains agents.

Le SNICA-FO a anticipé les difficultés prévisibles en matière de **remboursement des frais de déplacement des IPCSR et DPCSR** suite à la création de ces SGC(D).

Comme à chaque restructuration, on pouvait en effet légitimement redouter les ajustements mis en œuvre, qui entraînent souvent des dysfonctionnements. Le remboursement des frais de déplacement des I.DPCSR ne pouvant souffrir d'aucun retard compte tenu des montants engagés, le SNICA-FO a alerté le DMAT, par **courrier du 10 février 2021**, de la nécessité de sensibiliser les SGC(D) aux particularités de nos missions qui nous contraignent à utiliser notre véhicule personnel.

La réponse nous est parvenue le 16 février, et l'engagement pris par notre interlocuteur a été tenu, puisque **les blocages signalés par nos DS ont tous été résolus rapidement**.

Les agents des administrations concernées, et peut-être plus encore les IPCSR et DPCSR compte tenu de leur atypisme, subissent toutefois encore les dysfonctionnements des SGC(D). Le faible effectif qui a été prévu rend les conditions de travail désastreuses, ce qui entraîne un *turn over* élevé, et du même coup un déficit de compétences préjudiciable aux agents.

Des interventions régulières sont donc toujours nécessaires, comme d'éternelles piqûres de rappel.



## EXAS SUPP PROGRAMMÉS TOUS PAYÉS !

Début février 2021, la DSR nous annonçait qu'un système d'incitation serait mis en place pour « *compléter de façon temporaire la consommation d'examens supplémentaires* ».

La prime s'élevait à 100€ pour 20 à 39 exa. sup., 200€ entre 40 et 59, et 300€ à partir de 60 ;

Elle a été servie sous forme de CIA. La DSR a affirmé que l'enveloppe allouée à ce complément indemnitaire ne serait pas amputée par ce dispositif incitatif. Le SNICA-FO n'a accordé aucun crédit à cette affirmation, en outre invérifiable !

Par ailleurs, la prise en compte des seuls examens effectués constituait **une injustice**, les IPCSR n'étant pas responsables de l'absence des usagers ou de l'irrecevabilité de certains dossiers.

C'est la raison pour laquelle le SNICA-FO a revendiqué, par mail du 16 février 2021 à la DISR, que soient inclus au calcul tous les **examens programmés**. Le message envoyé par ses soins aux DDI et aux DPCSR évoquait en effet les seules épreuves réalisées.

**Le 17 février, la DISR accédait à notre revendication**. La sous-direction ERPC a répercuté cette information auprès des BER dans la foulée, conformément à notre demande.



## UNE PRIME POUR TOUS !

Comme les examens supplémentaires, la prime incitative repose sur un fondement inégalitaire car tous les agents ne peuvent pas, ou ne souhaitent pas, en réaliser, que ce soit pour des raisons idéologiques (droit au repos notamment) ou organisationnelles (les contraintes personnelles ne permettent pas toujours de se libérer).

Le SNICA-FO a toujours été attaché à la notion d'égalité de traitement et a donc revendiqué une mesure pécuniaire équitable dans un contexte sanitaire général pour le moins compliqué.

Il est à relever que cette période complexe illustre de nouveau le sens inébranlable du service public des IPCSR. Ces derniers ont répondu en effet présents au quotidien, alors qu'ils réalisaient les examens dans des conditions encore plus dégradées que d'habitude.



Malgré le manque d'équipements dans une majorité de centres, malgré les contraintes liées à l'application du protocole, malgré l'appréhension née du contexte sanitaire car ils travaillent dans un habitacle exigu, voire pathogène, les agents étaient bel et bien là pour assurer leur mission de Service public !

Le SNICA-FO a donc bataillé pour qu'ils bénéficient d'un geste financier de reconnaissance, sur une base égalitaire. Les efforts ne peuvent indéfiniment être à sens unique.

C'était l'objet du **courrier adressé au ministre de l'Intérieur** le 12 février 2021, auquel il n'a pas répondu, malgré notre relance auprès de son secrétariat personnel le 19 mars. Nous avons donc diffusé, le 07 avril 2021, une **lettre ouverte** à son intention, également restée sans effet.

**Ainsi, 172.000 agents régulièrement en contact avec le public ont perçu une « prime covid »... mais pas nous !**



## LA PRIME DE FIDÉLISATION TERRITORIALE (93)

**De quoi s'agit-il ?** Le Gouvernement a lancé un plan afin de renforcer l'action de l'État en Seine-Saint-Denis. Parmi les mesures, figurait une prime, dite de « *fidélisation territoriale* », pour les agents affectés dans les services et emplois en lien direct avec la population.

Après deux courriers envoyés au Premier ministre à quelques mois d'intervalle (avec copie au ministre de l'Intérieur), nous avons adressé un argumentaire à la DRH pour enfoncer le clou. **Nos actions successives ont payé. Les IPCSR et DPCSR ont été intégrés au dispositif (arrêté ici).**

**Le SNICA-FO n'entend toutefois pas en rester là.**

Nous avons revendiqué des mesures spécifiques aux agents de notre filière, que nous vous invitons à consulter en page 41 de ce rapport.

## CONCLUSION

**N**ous savons tous, depuis que nous avons intégré la filière Permis de conduire et Sécurité routière, que le risque de privatisation, progressive ou brutale, existe. Il est même désormais amplifié par les politiques d'austérité, devenues permanentes, qui s'attachent à détruire les Services publics.

Nous avons toutefois jusqu'à présent réussi à écarter les pires dangers, et notamment à conserver les examens pratiques et notre statut de fonctionnaire d'État.

**Comment avons-nous fait ?** Nous avons utilisé « *l'outil SNICA-FO* » et nous nous sommes mobilisés à chaque fois que nécessaire.

La décennie au MI a toutefois été particulièrement destructrice, et nous sommes à présent à l'os côté missions, pour peu que l'on veuille garder un tant soit peu de diversification.

**Il est donc vital de défendre avec force celles qui nous restent.**

Le SNICA-FO donnera toujours les moyens aux agents de la filière de se battre pour leurs intérêts. Il convient toutefois de garder en tête que l'implication de chacun compte vraiment. Ce n'est un secret pour personne, mais il arrive que certains agents se voilent la face. Or, les résultats des bras de fer dépendent directement du nombre et de la détermination des grévistes.

Aucun IPCSR ou DPCSR, quelle que soit son opinion sur d'autres revendications, n'a intérêt à économiser du salaire au lieu de montrer à son ministre qu'il entend bien défendre ses missions, son statut, son avenir.

**Nos choix doivent toujours être à la hauteur des enjeux !**

Quels sont nos principaux atouts pour gagner ?

- ✓ Notre capacité de nuisance (candidats et AE) ;
- ✓ L'esprit de corps et la solidarité au sein de la filière ;
- ✓ L'investissement des militants du SNICA-FO, sur qui vous pourrez toujours compter ;

**Si l'optimisme c'est se préparer au pire  
tout en espérant le meilleur,  
au SNICA-FO, nous sommes des optimistes !**





